

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Mardi 27 janvier 2026 - Prix : 20 DA - <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°817 ■

ENERGIE

Le prix du gaz en hausse sur le marché international

P 16

MODERNISATION DE LA SNTF
ET TRANSPORT DE MINERAI

378 milliards DA mobilisés par l'État

Longtemps cantonnée à un rôle de transport classique de voyageurs et de marchandises, la Société nationale des transports ferroviaires (SNTF) s'inscrit désormais au cœur de la transformation économique du pays. Portée par les grands projets miniers et industriels lancés par l'État, l'entreprise publique engage une modernisation d'envergure, soutenue par un programme d'investissement global de 378 milliards de dinars, destiné à adapter le réseau, le matériel roulant et les ressources humaines aux nouveaux défis logistiques. P 3



SALON DES ÉNERGIES
RENOUVELABLES, DES
ÉNERGIES DU FUTUR ET DU
DÉVELOPPEMENT DURABLE

**Une centaine
d'exposants
attendus du 2 au 4
février à Oran**

La 15e édition du Salon des énergies renouvelables, des énergies du futur et du développement durable (ERA) se tiendra, du 2 au 4 février prochain au Centre des Conventions d'Oran, ont indiqué, hier, les organisateurs dans un communiqué.

P 2

OUVERTURE AUJOURD'HUI
DE LA SOUSCRIPTION AUX
SUKUK SOUVERAINS

**Un pas vers
la diversification
des sources de
financement**

L'Algérie s'apprête à franchir une nouvelle étape en matière de diversification des sources de financement de l'État. C'est aujourd'hui que l'opération de souscription aux sukuk souverains « Ijara Usufruit » sera lancée, a annoncé hier le Trésor public dans un communiqué.

P 2

LANCEMENT
DU PROJET ZINC-PLOMB
D'AMIZOUR

**Le Président
Tebboune fixe
les délais**

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a réaffirmé, dimanche, la volonté de l'État d'accélérer la mise en œuvre de projets structurants à forte valeur économique et sociale, à l'occasion de la réunion du Conseil des ministres qu'il a présidée. Parmi les dossiers majeurs examinés figure le lancement de la mine de zinc-plomb d'Oued Amizour, dans la wilaya de Béjaïa, dont l'entrée en activité est désormais fixée au mois de mars 2026, selon les directives du Président.

P 5

CONSEIL SUPÉRIEUR DE RÉGULATION
DES IMPORTATIONS

**Le Premier ministre
préside une réunion** P 3

LE MINISTRE MOHAMED ARKAB REÇU
À NIAMEY PAR LE PREMIER MINISTRE
NIGÉRIEN

**Vers un renforcement de la
coopération dans le secteur
des hydrocarbures** P 3

MARCHÉS FINANCIERS

**L'or dépasse
les 5.000 dollars,
les Bourses atones** P 10

SALON DES ÉNERGIES
RENOUVELABLES, DES
ÉNERGIES DU FUTUR ET DU
DÉVELOPPEMENT DURABLE

**Une centaine
d'exposants attendus
du 2 au 4 février à
Oran**

Par R. E.

La 15e édition du Salon des énergies renouvelables, des énergies du futur et du développement durable (ERA) se tiendra, du 2 au 4 février prochain au Centre des Conventions d'Oran, ont indiqué, hier, les organisateurs dans un communiqué. Cet évènement a pour thème cette année le mix énergétique, a-t-on fait savoir de même source, ajoutant que cette édition mettra en lumière les avancées majeures du secteur, notamment en ce qui concerne les énergies renouvelables, l'hydrogène vert et les enjeux de la décarbonation. Près d'une centaine d'exposants - entreprises, institutions publiques, banques, centres de recherche, universités et écoles polytechniques- devraient prendre part à ce salon, qui constitue une occasion d'échange et de partage d'expertise, ainsi que développement de partenariats, a-t-on souligné. Parmi les participants figurent de grands groupes énergétiques et industriels tels que Sonatrach, GICA, Condor, GISB, Zergoun Green Energy. Les ressources en eau seront représentées par des organismes tels que SEAAAL et le groupe GERHYD, tandis que la recherche scientifique sera portée par des centres de recherche et de développement, ainsi que des universités et des écoles polytechniques, selon la même source. Ce salon, organisé par l'agence événementielle "Myriad", s'inscrit dans une démarche d'accompagnement des entreprises dans leurs efforts de transition énergétique, en favorisant le recours aux énergies renouvelables afin de réduire leur empreinte carbone et de contribuer à la lutte contre le réchauffement climatique, a-t-on encore noté. Un riche programme scientifique est, par ailleurs, prévu en marge de l'exposition, comprenant 19 communications et panels, animés par des spécialistes du secteur, des opérateurs économiques et des représentants institutionnels.

OUVERTURE AUJOURD'HUI DE LA SOUSCRIPTION AUX SUKUK SOUVERAINS

Un pas vers la diversification des sources de financement

L'Algérie s'apprête à franchir une nouvelle étape en matière de diversification des sources de financement de l'État. C'est aujourd'hui que l'opération de souscription aux sukuk souverains « Ijara Usufruit » sera lancée, a annoncé hier le Trésor public dans un communiqué.

Par Zahir Radji

Le lancement de cette opération, la première de son genre en Algérie, vise à mobiliser l'épargne nationale, marquant ainsi « une étape majeure dans le développement du marché financier national et dans la consolidation de la finance islamique en Algérie ». Le Trésor public a expliqué que « cette opération s'inscrit dans une vision visant à diversifier les sources de financement de l'État, à mobiliser l'épargne nationale et à proposer des instruments financiers conformes aux principes de la finance islamique, en tant qu'instrument complémentaire aux mécanismes de financement existants ». En effet, les sukuk souverains « Ijara Usufruit » constituent un produit financier unique sur le marché algérien, tant par sa nature que par son mode d'émission, a fait savoir le Trésor, assurant que « ce produit financier est adossé à des actifs réels appartenant à l'État ». La souscription sera ouverte au public à travers les établissements habilités, selon les modalités qui seront précisées sur le site officiel dédié aux sukuk : www.sukuk.mf.gov.dz, a précisé la même source. Ces sukuk offrent, selon le communiqué,

une « opportunité d'investissement à rendement attractif, sécurisée, accessible et transparente, répondant à une demande croissante pour des produits conformes à la charia ». Tout en soulignant le caractère exceptionnel et le volume ciblé de l'émission, le Trésor public a ajouté que cette opération de souscription « revêt un caractère limité » et sera « clôturée dès l'atteinte des objectifs fixés pour l'émission, ce qui renforce son attractivité et son positionnement stratégique ». Dans ce cadre, le Trésor public a invité l'ensemble des citoyens algériens, résidents ou non-résidents, intéressés par cette opération à se rapprocher des partenaires habilités, notamment les banques, les compagnies d'assurances ainsi que les trésoreries de wilaya, afin d'obtenir toutes les informations nécessaires et de procéder à la souscription dans les délais impartis. Cette initiative traduit aussi « la volonté des autorités publiques de renforcer l'inclusion financière, de dynamiser le marché des capitaux et de consolider la confiance dans les nouveaux instruments financiers », a-t-on également mentionné de la même source. Le ministère des Finances avait publié, fin septembre 2025, une note fixant les mo-

dalités d'émission de ces titres, qui offrent aux souscripteurs un revenu locatif annuel de 6 % sur sept ans, exonéré d'impôts. En effet, la note précise que « l'État verse aux porteurs de sukuk un revenu locatif correspondant à 6 % par an du montant de la souscription d'usufruit, durant les six premières années. À la septième année, les souscripteurs reçoivent un loyer égal au montant investi ainsi que le revenu de l'année et, par conséquent, il est procédé à l'extinction de l'émission. Les loyers versés aux porteurs de sukuk souverains sont exonérés de tout impôt ». La souscription est ouverte aux particuliers et aux institutionnels algériens, résidents ou non-résidents, avec possibilité de négociation, de cotation en Bourse et de rachat anticipé par le Trésor public. Les sukuk souverains sont « librement négociables et peuvent être achetés et/ou cédés par des personnes physiques ou morales, soit par voie de transaction directe, soit par endossement, donnés en nantissement et éligibles aux opérations de refinancement ». Un impact positif est attendu, notamment en matière d'inclusion financière et d'encouragement de l'investissement.

LIGNE MARITIME ALGÉRIE-CROATIE

La CNAN annonce son extension vers la Sloénie

La compagnie CNAN Algérie a annoncé l'extension de la ligne maritime reliant l'Algérie à la Croatie afin d'y intégrer la Sloénie, à travers le port de Koper. Dans un communiqué, le ministère de l'Intérieur, des Collectivités lo-

cales et des Transports a précisé que cette décision s'inscrit dans le cadre du renforcement du transport maritime commercial international, de l'amélioration de la connectivité logistique entre l'Algérie et l'Europe, et de la mise en œuvre des orienta-

tions du ministre du secteur, Saïd Sayoud. Le ministère a souligné que cette extension vise à soutenir les échanges commerciaux, à offrir des solutions de transport efficaces aux opérateurs économiques et à ouvrir

de nouvelles perspectives d'exportation et d'importation vers les marchés européens. Cette initiative devrait contribuer à dynamiser le commerce extérieur et à renforcer la présence logistique algérienne dans la région de l'Europe centrale.

MINISTÈRE DE LA JEUNESSE

Lancement, à partir du 1^{er} février, de l'appel à financement de projets associatifs de jeunes

Le ministère de la Jeunesse a annoncé, lundi dans un communiqué, le lancement, à partir du 1er février 2026, via la plateforme numérique "charaka", de l'appel à financement de projets associatifs de jeunes au titre de l'année 2026. "Dans le cadre du renforcement du rôle du partenariat efficace au service des questions et des priorités de la jeunesse, et en concrétisation de la stratégie du sec-

teur consacrant l'approche participative et confortant la place des associations de jeunes comme acteur clé dans l'encadrement et la structuration de la jeunesse algérienne, l'appel à financement de projets associatifs de jeunes au titre de l'année 2026 sera lancé à partir du 1er février via la plateforme numérique "charaka", et ce, en vue de soutenir et d'accompagner les initiatives associatives remarquables de jeunes", précise la même source.

Les projets proposés doivent s'inscrire dans des axes liés "à la citoyenneté et à la participation des jeunes à la vie publique, à la protection des jeunes contre les fléaux et à leur insertion, au renforcement des capacités et des compétences juvéniles de vie, sociales et numériques, à la créativité technologique, à l'innovation et l'entrepreneuriat", ainsi qu'aux "nouveaux médias (numériques), à la création de contenu utile, au tourisme et à la diplo-

matie de jeunesse, à la mobilité et au divertissement". Pour participer à cette opération, les associations concernées doivent être juridiquement habilitées, et "être inscrites dans la base de données de la plateforme numérique +charaka+ dans sa version actualisée, tout en veillant à compléter et à télécharger les dossiers requis", note le communiqué.

R E.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

MODERNISATION DE LA SNTF ET TRANSPORT DE MINERAI

378 milliards DA mobilisés par l'État

Longtemps cantonnée à un rôle de transport classique de voyageurs et de marchandises, la Société nationale des transports ferroviaires (SNTF) s'inscrit désormais au cœur de la transformation économique du pays. Portée par les grands projets miniers et industriels lancés par l'État, l'entreprise publique engage une modernisation d'envergure, soutenue par un programme d'investissement global de 378 milliards de dinars, destiné à adapter le réseau, le matériel roulant et les ressources humaines aux nouveaux défis logistiques.

Par Selma Rachid

À travers cette dynamique, le rail s'impose progressivement comme l'un des socles de l'industrialisation nationale. Les investissements engagés permettent à la SNTF d'aller au-delà de sa mission traditionnelle de transport, en contribuant à la structuration de l'espace économique et au renforcement de la résilience logistique de l'Algérie face aux défis futurs. Pour Sofiane Aibeche, directeur du contrôle de gestion et des participations à la SNTF, le transport ferroviaire demeure « un véritable poumon de l'économie nationale, à la fois sur le plan économique et social ». Invité de la « Chaîne I » de la radio nationale, il a rappelé que le rail joue un rôle stratégique dans le désenclavement des régions, le raccordement des ports et le soutien des chaînes logistiques, notamment pour les produits énergétiques, agricoles et miniers. « Le transport ferroviaire n'est pas seulement un moyen de déplacement, c'est un levier structurant pour les programmes nationaux lancés par l'État », a-t-il souligné. Cette mutation repose d'abord sur un réseau conséquent. La SNTF exploite aujourd'hui près de 4 800 kilomètres de lignes, répartis sur 43 wilayas, avec plus de 500 gares et huit grands ateliers de maintenance. Dès le début de l'année 2026, avec la mise en service de nouvelles sections, le réseau atteindra environ 5 800 kilomètres, avant de connaître une extension progressive pour culminer à près de 14 000 kilomètres à l'horizon 2040. Une expansion qui, selon Sofiane Aibeche, vise clairement « le Sud, la profondeur saharienne et l'ouverture sur l'espace africain ». L'année 2025 a, par ailleurs, confirmé la capacité de la SNTF à maintenir ses performances malgré l'élargissement du ré-

seau. L'entreprise a transporté environ 31 millions de voyageurs et assuré la circulation de plus de 93 000 trains voyageurs, tout en acheminant 5,4 millions de tonnes de marchandises à travers 18 000 trains de fret. « Malgré les contraintes opérationnelles et financières, nous avons réussi à préserver la même dynamique et à éviter toute baisse des indicateurs », a affirmé le responsable. Au cœur de cette stratégie figure le projet minier de Gara Djebilet, considéré comme l'un des plus structurants pour l'économie nationale. La ligne ferroviaire reliant Béchar à Tindouf et au gisement de Gara Djebilet, longue de 956 kilomètres, constitue l'épine dorsale du futur transport massif de minerai de fer. Conçue selon des standards techniques avancés, cette ligne supporte une charge de 32,5 tonnes à l'essieu et permettra, à terme, l'exploitation de trains lourds pouvant atteindre 170 wagons et transporter jusqu'à 17 000 tonnes par convoi. « Nous passons progressivement d'une phase initiale à une phase de pleine capacité, avec un objectif de 7 millions de tonnes dès 2027 et entre 40 et 50 millions de tonnes à l'horizon 2040 », a précisé Sofiane Aibeche. L'investissement consacré au seul projet de Gara Djebilet s'élève à 258 milliards de dinars. Il s'inscrit dans un programme plus large intégrant également le développement du transport des phosphates à l'Est du pays. Ce volet prévoit le dédoublement et l'électrification de la ligne minière reliant les gisements aux unités de transformation et au port d'Annaba, afin d'accompagner le projet intégré des phosphates. « Ces lignes minières ne sont pas isolées : elles s'inscrivent dans une vision industrielle globale, pensée pour la transformation locale et l'exportation », a insisté le directeur. La modernisation engagée ne se limite

toutefois pas au fret. La SNTF a également repensé le transport de voyageurs sur les nouvelles lignes, notamment dans le Sud-Ouest. Des trains entièrement réaménagés offriront des conditions de confort adaptées aux contraintes climatiques sahariennes, avec des voitures de première et de deuxième classe, des espaces de restauration ainsi que des équipements de climatisation et de chauffage. « Nous avons voulu garantir des conditions de voyage dignes des standards modernes, même dans des zones à fortes contraintes climatiques », a expliqué Sofiane Aibeche, précisant que chaque train disposera d'environ 300 places, avec une tarification étudiée pour rester inférieure à celle du transport routier. Sur le plan social, ces projets structurants se traduisent par un impact significatif sur l'emploi local. Une première phase a déjà permis le recrutement de 554 travailleurs dans les wilayas de Béchar, Béné Abbès et Tindouf, tandis que la montée en puissance des volumes transportés devrait générer, à terme, plus de 3 400 emplois directs. « Nous avons fait le choix de recruter prioritairement les jeunes des régions concernées et de les former selon les standards ferroviaires, à travers une formation théorique et pratique », a souligné le responsable. Enfin, la modernisation touche également les gares, les services numériques et la maintenance du matériel. Un vaste programme de réhabilitation des gares est en cours, parallèlement à la généralisation progressive du paiement électronique, des plateformes de réservation en ligne et de l'information voyageurs en temps réel. « Notre objectif est clair : améliorer la qualité du service, renforcer la sécurité et accompagner l'extension du réseau par des moyens humains et techniques adaptés », a-t-il conclu.

S. R.

LE MINISTRE MOHAMED ARKAB REÇU À NIAMEY PAR LE PREMIER MINISTRE NIGÉRIEN

Vers un renforcement de la coopération dans le secteur des hydrocarbures

Par S. R.

Le Ministre d'État, ministre des Hydrocarbures et des Mines, M. Mohamed Arkab, s'est rendu hier à Niamey pour une rencontre avec le Premier ministre et ministre de l'Économie et des Finances de la République du Niger, M. Lamine Zeine Ali Mahaman, ainsi que le ministre nigérien du Pétrole, Hamadou Tinni, afin de renforcer la coopération bilatérale dans le domaine des hydrocarbures et des mines. La délégation algérienne était composée du PDG du groupe Sonatrach, M. Noureddine Daoudi, et du Directeur général de la société holding Sonatrach Internationale (SIPEX), M. Bouarara Cherif, accompagnés de cadres du ministère et du chargé d'affaires de l'ambassade d'Algérie à Niamey. Côté nigérien, plusieurs minis-

tres ont participé aux entretiens, notamment ceux des Affaires étrangères, des Mines, de l'Énergie et du Pétrole. Lors de cette rencontre, les discussions ont porté sur les activités récentes de Sonatrach au Niger, et en particulier sur le projet de recherche et d'exploration au niveau du gisement pétrolier du bloc Kafra, dans le nord du Niger. Selon le communiqué du ministère, M. Arkab a réaffirmé « la disposition de l'Algérie, notamment via le groupe Sonatrach et ses filiales, à reprendre les activités convenues précédemment pour ce projet ». Les deux parties ont également échangé sur le projet stratégique du gazoduc transsaharien (TSGP), en soulignant son importance régionale, africaine et internationale, ainsi que son rôle central dans le soutien au développement économique et social des pays traversés. L'état d'avance-

ment du projet et la mise en œuvre des décisions prises lors des précédentes réunions trilatérales avec le Nigeria ont également été passés en revue. Ces entretiens, élargis par la suite aux membres des deux délégations, à l'instar des cadres du ministère nigérien du Pétrole et de la Société nigérienne du pétrole (SONIDEP), ont porté sur les récentes activités de Sonatrach dans ce pays, notamment le suivi du dossier du projet de recherche et d'exploration de la société au niveau du champ pétrolier du bloc Kafra (Nord du Niger), ajoute le communiqué. Ce déplacement illustre la volonté de l'Algérie et du Niger de renforcer leurs liens dans le secteur énergétique, tout en assurant la continuité des projets stratégiques communs et le développement des capacités nationales dans le domaine des hydrocarbures.

CONSEIL SUPÉRIEUR DE RÉGULATION DES IMPORTATIONS
Le Premier ministre préside une réunion

Par Z. R.

Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a présidé hier une réunion du Conseil supérieur de régulation des importations, consacrée à la présentation du bilan des importations de biens et services pour l'année 2025 ainsi qu'aux prévisions pour 2026. Selon un communiqué rendu public par les services du Premier ministre, le Conseil supérieur de régulation des importations a passé en revue les mesures visant à améliorer le système d'encadrement des importations, en assurant une meilleure prise en compte des attentes des opérateurs économiques, dans le but de répondre aux besoins réels de l'économie nationale. Dans ce cadre, l'accent a été mis sur la simplification et la numérisation des procédures d'importation, ainsi que sur une coordination sectorielle renforcée, afin de garantir un meilleur traitement et suivi des opérations d'importation, tout en rappelant l'objectif fondamental de ce dispositif : renforcer la production nationale et développer l'investissement.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Le ministre inaugure le «Guichet unique» et une filiale spécialisée à l'Université de Bab Ezzouar

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a effectué, hier, une visite à l'Université des Sciences et de la Technologie Houari-Boumediène (USTHB) à Bab Ezzouar (Alger), où il a procédé à l'inauguration du "Guichet unique" ainsi que d'une filiale spécialisée dans l'analyse des produits pharmaceutiques. A cette occasion, M. Baddari a indiqué que le "Guichet unique" permettra aux étudiants porteurs de projets de "bénéficier des mesures relatives à l'accompagnement de la transformation de leurs idées en projets, puis en start-up à même de soutenir l'économie nationale", précisant que ce guichet comprend des représentants de plusieurs secteurs ministériels ainsi que de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI). Cette structure se veut un nouveau jalon dans "le processus de renforcement des efforts visant à raffermir le partenariat entre les établissements universitaires et leur environnement socioéconomique", en concrétisation de la vision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, tendant à ériger l'Université en "un catalyseur central" de l'économie nationale et à contribuer à la concrétisation du développement national, à travers la valorisation des résultats de la recherche scientifique et la transformation des idées en des produits commercialisables". Lors de la visite, M. Baddari a également inauguré une filiale spécialisée dans la réalisation d'analyses physicochimiques des produits pharmaceutiques, appelant les étudiants à la nécessité de valoriser les résultats de leurs recherches scientifiques dans ce domaine vital et de les concrétiser sur le terrain. Le ministre s'est également rendu au laboratoire "Chromatographie", la plateforme technique des analyses physicochimiques, ainsi que l'exposition des projets innovants abritée par le bâtiment des start-up.

Agence

AADL3

La BDL lance un nouveau crédit pour le financement de l’apport personnel

La Banque du développement local (BDL) a lancé, dimanche, un nouveau crédit destiné aux souscripteurs du programme de logements location-vente (AADL 3), leur permettant de financer leur apport personnel. Le directeur général de la Banque publique, Mohamed Mebarek, a précisé, dans une déclaration à la Radio nationale en marge du lancement d'une session de formation organisée par la BDL au profit des journalistes de la radio, que les souscripteurs du programme AADL3 peuvent, désormais se rendre aux agences de la BDL pour déposer leur demande de financement à l'effet de payer les premières tranches du prix des logements aussi bien des F4 que des F3. Pour bénéficier de ce financement, le souscripteur doit domicilier son salaire au niveau de la BDL ou présenter un engagement de l'employeur à verser le salaire du concerné au niveau de cette banque publique, ajoute le DG.

DOMESTIC AIRLINES

Lancement d’un programme de vols supplémentaires dès mercredi prochain

Domestic Airlines a annoncé, dimanche dans un communiqué, le lancement d'un programme de vols supplémentaires dès mercredi prochain, en vue de renforcer son réseau de lignes et de faciliter les déplacements des citoyens, notamment de et vers les wilayas du Sud. Il s'agit des vols Alger-Tiaret, Tiaret-Adrar et Adrar-Tamanrasset, programmés chaque mercredi, ainsi que des vols Tamanrasset-Djanet, Djanet-Tamanrasset, Tamanrasset-Illizi, Illizi-Tamanrasset et Tamanrasset-Adrar, programmés chaque jeudi. A cela s'ajoutent les vols Adrar-Bordj Badji Mokhtar, Bordj Badji Mokhtar-Adrar, Adrar-Tiaret et Tiaret-Alger,

DJANET

35 artisans exposent au Salon national de l’artisanat traditionnel

Trente-cinq (35) artisans, issus de différentes wilayas, prennent part au Salon national de l'artisanat, ouvert dimanche soir au centre-ville de Djanet, par le wali, M'hamed Moumène, a-t-on appris lundi auprès des services de la wilaya. Le salon est organisé, sous le patronage de la ministre du Tourisme et de l'Artisanat, par la Chambre de l'Artisanat et des Métiers, en coordination avec la Direction locale du secteur, au titre des efforts de valorisation des produits de l'artisanat et de promotion de leur place dans le déve-

loppement économique national, a-t-on souligné. Le salon (25-29 janvier) enregistre la participation d'artisans représentant plusieurs domaines et spécialités de l'artisanat traditionnel, reflétant la diversité et la richesse du patrimoine algérien. En marge du salon, se tiennent des ateliers d'animation directe et la présentation d'œuvres d'arts traduisant la créativité des artisans, permettant aux visiteurs d'apprécier différentes facettes de l'artisanat traditionnel algérien, selon la même source.

R E.

Dernière composition de DZAIRINDEX										
Libellé de la valeur	Cote	Déviature	Chûme	Vol %	Point Mensuel %	Point Annuel %	var	Point Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA.
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	281,00	245,00	+4,28	4,41	-10,00	6,00	16,14	2025	871 125,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BOL	1 420,00	1 400,00	0,00	-0,30	-0,82	0,00	5,99	1080	1 428 000,00
BIOFARM	BIO	2 261,00	NC	0,00	0,00	2,25	0,00	0,40	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 291,00	220,00	0,00	-0,00	1,38	16,90	5,44	0,00	20 900 182,00
ECHO ALGERIE	AUF	380,00	NC	0,00	0,00	-7,88	4,50	-	0	0,00
SABAL	SM	420,00	NC	0,00	0,00	4,77	3,07	5,00	0	0,00

PORT DE DJEN DJEN

Réalisation d’une première opération de transbordement

Le port de Djen Djen, dans la wilaya de Jijel, a réalisé la première opération de transbordement au niveau national, a déclaré, dimanche le Président-directeur général de l’Entreprise portuaire, Walid Bougous. Le même responsable a précisé, dans une déclaration à l'APS, que le port de Djen Djen a effectué, le week-end dernier, dans le cadre du renforcement de sa position régionale et internationale, la première opération de transbordement en Algérie en accueillant le navire «Xin Yong Chang 19» en provenance de Chine, chargé de 800 EVP (équivalent 20 pieds) de conteneurs, dont 200 EVP destinés au transbordement. Il convient de noter que dans un port, le transbordement est une opération logistique consistant à transférer des mar-

chandises (des conteneurs, en général), d'un navire à un autre sans stockage intermédiaire de longue durée sur le quai. L'opération effectuée pour la première fois au port de Djen Djen a donné lieu au déchargement des conteneurs en provenance de Chine au port de Djendjen avant de les recharger, un peu plus tard, sur un autre navire en partance pour le port de Saint-Petersbourg, en Russie. Selon les informations recueillies, les opérations de transbordement sont des activités portuaires à forte valeur ajoutée qui permettent de transformer le port d'un simple point de transit de marchandises en hub logistique régional et international au sein des chaînes d'approvisionnement mondiales. M. Bougous a indiqué que ce processus «contribue à augmenter

le volume du trafic de conteneurs et de navigation maritime sans lien direct avec la demande locale, ce qui améliore la rentabilité des investissements dans les infrastructures et les équipements portuaires». Les opérations de transbordement permettent également d'attirer les grandes compagnies maritimes mondiales à la recherche de ports «pivots» pour redistribuer les conteneurs vers différentes destinations, ce qui renforce la compétitivité du port au niveau méditerranéen et améliore les indicateurs de performance opérationnelle et financière de l'Entreprise portuaire grâce à l'augmentation des revenus de la manutention, du stockage et des services logistiques associés, a conclu M. Bougous .

APS

UN DÉCRET PRÉSIDENTIEL VIENT D’ÊTRE PUBLIÉ AU JO

Création d’un Centre national de l’autisme

Le décret présidentiel portant création, missions, organisation et fonctionnement du Centre national de l'autisme vient d'être publié dans le Journal officiel (JO). La création de ce Centre traduit l'intérêt accordé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à cette catégorie de la société. Le président de la République avait donné des instructions en vue de renforcer la prise en charge et le suivi des personnes atteintes du trouble de l'autisme, et ce, sous le parrainage du ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme. Pour ce qui est missions confiées à ce centre, il s'agit, entre autres, de "l'élaboration des programmes et des méthodes relatifs à la prise en charge des personnes atteintes de trouble du spectre de l'autisme à l'échelle nationale, notam-

ment en matière de diagnostic, de dépistage précoce et précis, tout en assurant l'accompagnement selon le degré du trouble et l'identification des besoins spécifiques de chaque personne, avec le suivi périodique de l'évolution des cas". Il est également chargé de "concevoir et de mettre en place un plan national de formation au profit des professionnels intervenant dans le domaine de l'autisme, d'exécuter, de suivre et d'évaluer le Plan national de l'autisme, adopté, en juin 2025, par le président de la République". En outre, cet établissement est chargé d'œuvrer à l'uniformisation des approches et des normes, en coordination avec les différents secteurs ministériels, les institutions,

les organismes, les centres spécialisés de prise en charge de ces personnes ainsi que les associations activant dans le domaine, et d'assurer la supervision de leur exécution et de leur orientation". La création de ce nouveau Centre, dont le siège sera basé à Alger, apportera un plus qualitatif et renforcera la prise en charge des personnes atteintes du trouble du spectre de l'autisme, et devra être suivie par la mise en place d'établissements spécialisés au niveau local, à savoir quatre (4) structures régionales spécialisées, dédiées à la prise en charge de cette catégorie de patients au niveau national.

R E.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 25 جانفي 2026

Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 25 Janvier 2026

Prix du détail ¹			أسعار التجزئة ¹			
DA / Kg			دج / كلف			
Produits		معدل	أعلى	أدنى	المنتجات	
		Moyenne	Maximum	Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	68	76	60	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	96	113	78	الطماطم	
	Oignon sec	70	79	62	البصل الجاف	
	Ail sec	787	864	710	الثوم الجاف	
	Carotte	96	109	84	الجزر	
	Navet	106	120	93	اللفت	
	Choux fleur	76	86	66	قرنبيط	
	Choux	88	100	76	الكرنب	
	Courgette	135	151	120	الكوسة	
	Haricot vert	353	384	321	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	145	159	130	الخس	
Fruits frais	Clémentine	188	231	146	كليمونتين	فواكه طازجة
	Mandarine	171	204	137	المندرين	
	Orange	150	186	114	البرتقال	
	Citron	150	176	124	الليمون	
	Pomme locale	394	477	310	التفاح المحلي	
	Datte	509	641	376	التمر	
	Banane	496	514	473	الموز	
Produits d’origine animale	Viande bovine locale	1918	2068	1768	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	338	352	324	الدجاج	
	Œufs (Unité)	21	22	19	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	96	101	90	حليب البقر (لتر)	

LANCEMENT DU PROJET ZINC-PLOMB D’AMIZOUR

Le Président Tebboune fixe les délais

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a réaffirmé, dimanche, la volonté de l’État d’accélérer la mise en œuvre de projets structurants à forte valeur économique et sociale, à l’occasion de la réunion du Conseil des ministres qu’il a présidée. Parmi les dossiers majeurs examinés figure le lancement de la mine de zinc-plomb d’Oued Amizour, dans la wilaya de Béjaïa, dont l’entrée en activité est désormais fixée au mois de mars 2026, selon les directives du Président.

Par Réda Hadi

Selon le communiqué du Conseil des ministres, le chef de l’État a insisté sur « l’impératif absolu » de respecter ce calendrier, soulignant le caractère stratégique de ce projet minier, appelé à générer d’importantes opportunités d’emploi et des retombées économiques significatives, tant pour la région que pour l’économie nationale dans son ensemble. Le président Tebboune a estimé que la mise en exploitation de cette mine constitue un levier essentiel pour la diversification de l’économie algérienne et la réduction de la dépendance aux hydrocarbures. Dans le même esprit, le Conseil des ministres a examiné l’état d’avancement du projet de la ligne ferroviaire minière reliant Bled El Hadba à Oued Kebrit, jusqu’au port d’Annaba. Cette infrastructure stratégique est destinée à assurer le transport du phosphate ainsi que des engrais extraits et produits, renforçant ainsi la chaîne de valeur du secteur minier et industriel. Le président de la République a rappelé que l’investissement public dans le domaine minier vise à doter le pays de « nouveaux piliers économiques durables » au bénéfice des générations futures. À ce titre, Abdelmadjid Tebboune a instruit le ministre des Travaux publics de présenter un rapport de suivi mensuel sur l’évolution de ce chantier, insistant sur la nécessité d’achever les travaux d’ici la fin de l’année 2026. L’objectif affiché est une

entrée en exploitation effective au plus tard au premier trimestre de 2027, afin de permettre à l’Algérie d’augmenter sensiblement sa capacité de production d’engrais et de consolider sa position sur les marchés régionaux et internationaux. Le président de la République a également exigé un suivi quotidien du projet et l’élimination rapide de toutes les contraintes susceptibles de ralentir les travaux. Il a appelé le gouvernement à mobiliser l’ensemble des moyens nécessaires pour accélérer la cadence, dans une logique de performance et de respect des délais. S’agissant du quai minier inscrit dans le cadre de l’extension du port d’Annaba, le chef de l’État a ordonné une coordination renforcée entre les secteurs des Travaux publics, de l’Intérieur et des Transports, ainsi qu’avec le partenaire étranger impliqué dans le projet. L’objectif est de finaliser cette infrastructure stratégique d’ici la fin de l’année 2026. Le président Tebboune a rappelé que ce projet s’inscrit pleinement dans la stratégie nationale de transformation économique et de sortie progressive de la dépendance aux recettes pétrolières. Outre les dossiers liés aux mines et aux infrastructures, le Conseil des ministres s’est également penché sur la feuille de route du secteur de la pêche pour l’année 2026. Le président de la République a réaffirmé l’engagement constant de l’État en faveur des pêcheurs, à travers des mesures d’accompagnement, des facilitations administratives et des incitations financières, visant à aug-

menter les quotas de pêche de l’Algérie. Le chef de l’État a souligné que le développement de la pêche et de l’aquaculture constitue une « exigence nationale » et une priorité stratégique, en raison de son rôle central dans le renforcement de la sécurité alimentaire. Il a appelé à redoubler d’efforts pour accroître la production, notamment par l’introduction de modes d’exploitation modernes et plus efficaces, rappelant que l’Algérie n’exploite pas encore pleinement ses quotas de pêche. Dans le domaine de la chasse, Abdelmadjid Tebboune a instruit le gouvernement d’associer étroitement la Fédération des chasseurs à toutes les décisions relatives au secteur, dans une démarche de concertation et de coordination visant à assurer une gestion durable des ressources fauniques. Par ailleurs, en matière de reboisement et de développement agricole, le président de la République a enjoint au ministre de l’Agriculture d’adopter la mécanisation moderne afin d’augmenter la production d’arbres fruitiers. Il a particulièrement insisté sur l’orientation vers des espèces à forte rentabilité économique, telles que l’arganier, dans le cadre d’une vision intégrée de développement rural et de diversification des revenus agricoles. La réunion s’est conclue par l’approbation de plusieurs nominations et fins de fonctions à des postes supérieurs de l’État, traduisant la poursuite de la dynamique de réforme et de modernisation de l’appareil administratif.

POUR ALLÉGER LES CHARGES DES PÈLERINS ALGÉRIENS AU HADJ 2026

Une aide financière de 10 millions de centimes

Par R. H.

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a décidé d’accorder une aide financière exceptionnelle de 10 millions de centimes aux pèlerins algériens devant accomplir le rite du hadj lors de la saison 2026. Cette décision a été prise lors de la réunion du Conseil des ministres tenue et présidée par le chef de l’État dimanche, et s’inscrit dans une démarche visant à soutenir les citoyens et à alléger le poids financier de ce pilier fondamental de l’islam. Grâce à cette mesure, le coût global du hadj pour la saison 2026 sera ramené à 82 millions de centimes, contre 92 millions initialement fixés. Une réduction significative qui intervient dans un contexte marqué par la hausse généralisée des coûts liés au transport aérien, à l’hébergement, aux prestations logistiques et aux services encadrant le séjour des pèlerins dans les Lieux saints. Cette aide présidentielle reflète l’attention particulière accordée par les plus hautes autorités du pays aux conditions sociales des citoyens, notamment ceux souhaitant accomplir leurs obligations religieuses dans des conditions dignes et accessibles. Elle traduit également la volonté de l’État d’accompagner les fidèles face aux contraintes financières croissantes imposées par l’évolution des tarifs internationaux liés à l’organisation du pèlerinage.

PÊCHE ET AQUACULTURE

Les grandes lignes de la feuille de route 2026

Synthèse R. E.

Le Directeur général de la Pêche et de l’Aquaculture, M. Miloud Tria, a présenté, hier, les grandes lignes de la feuille de route 2026 pour le secteur de la pêche, récemment soumise au président de la République lors du conseil des ministres. Cette feuille de route ambitionne de relancer un secteur longtemps marqué par des limitations structurelles et des retards accumulés. Selon M. Tria qui s’exprimait sur les ondes de la radio nationale « Chaîne III », la flotte nationale est composée à 65 % de navires de petite taille, incapables de s’aventurer en haute mer ou sur les zones économiques exclusives internationales (ZEE). La production moyenne nationale stagne depuis plusieurs années autour de 100 000 à 120 000 tonnes, malgré l’augmentation du nombre de navires. De plus, plus de 1 600 navires sont actuellement inactifs pour des raisons administratives, techniques ou judiciaires. Face à ce constat, le ministère de la Pêche entend mettre en œuvre une nouvelle stratégie, axée sur l’exploita-

tion durable des ressources halieutiques, la modernisation de la flotte et l’extension des capacités de pêche au large. Cette stratégie prévoit notamment l’importation de navires récents de moins de 15 ans, équipés de technologies modernes et respectant les normes internationales. Une vingtaine de grands navires devraient ainsi être introduits progressivement pour exploiter les zones de pêche algériennes et les accords signés avec des pays amis, comme la Mauritanie, la Somalie ou le Maroc.

Soutien aux armateurs et aux investisseurs

Le Directeur général a insisté sur la mise en place de dispositifs de soutien pour permettre aux pêcheurs et armateurs d’acquérir ces navires et les équipements associés, à travers des crédits bonifiés et des mesures incitatives spécifiques. L’objectif affiché est également de réduire l’importation de produits de la mer, actuellement estimée à 30 000 tonnes par an, et de stabiliser les prix sur le marché national.

L’aquaculture, en particulier marine, représente un autre axe fort de la feuille de route. Actuellement, 27 fermes en mer produisent environ 7 000 tonnes par an, soit seulement 7 % de la production nationale. L’objectif pour 2026 est de doubler la production, notamment grâce à de nouvelles fermes et à des extensions dans des zones pilotes comme la ville de Chlef. Des projets d’investissement dans les intrants biologiques et l’alimentation pour l’aquaculture sont également en cours, avec notamment la mise en service d’une unité capable de produire 80 000 tonnes d’aliments pour poissons.

Le thon rouge : quota historique et valorisation

L’Algérie a réussi à augmenter son quota national de thon rouge pour 2026, qui atteint désormais 2 467 tonnes, soit près de 5 % du quota mondial, grâce aux efforts conjoints de la diplomatie et des équipes techniques du ministère. Pour la première fois, le pays prévoit également des projets pilotes d’en-

graissement de thon rouge sur son territoire, afin de créer de la valeur ajoutée et de réduire l’exportation à l’état brut. Pour assurer l’efficacité de ces mesures, le même responsable a souligné l’importance de la concertation avec l’ensemble des acteurs du secteur : pêcheurs, armateurs, investisseurs et associations professionnelles. Des ateliers régionaux et un prochain conseil national de la pêche, prévu avant le mois de Ramadan, permettront de présenter le plan d’action, d’écouter les préoccupations du terrain et d’apporter des solutions concrètes. Le lancement d’un recensement général du secteur de la pêche, inédit dans le Maghreb, est également prévu pour 2026, avec l’appui de la FAO, afin de disposer de statistiques précises sur les navires, les acteurs et la consommation. 2026 apparaît ainsi comme une année charnière pour le secteur de la pêche en Algérie, qui se prépare à moderniser sa flotte, à exploiter pleinement ses ressources halieutiques et à développer l’aquaculture tout en renforçant la valeur ajoutée nationale.

GHARDAÏA

Plus de 130 exploitations agricoles raccordées à l'électricité en 2025

Cent-trente-six (136) exploitations agricoles ont été raccordées à l'électricité dans la wilaya de Ghardaïa durant l'année 2025, selon la direction locale de la société de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz).

L'opération, qui a ciblé des exploitations agricoles dans les dix communes de la wilaya, a nécessité un financement de plus de 543 millions DA, a-t-on précisé. Cet investissement public, destiné à développer le secteur agricole et à accroître les superficies agricoles, représente un montage financier entre les services agricoles et Sonelgaz, dans le but de soutenir l'agriculture et mobiliser la ressource hydrique nécessaire, à travers la réalisation de forages et l'installation de pivots d'irrigation dans cette région à climat aride, a expliqué le chargé de communication de Sonelgaz-Ghardaïa, Yahia Abbès.

Dans le cadre de cette opération, plus de 63 km de réseau de moyenne tension et 20 km de réseau de basse tension ont été réalisés, ainsi que l'installation de 51 transformateurs électriques et de 100 branchements, a-t-il détaillé.

Les efforts déployés par les pouvoirs publics pour accompagner l'investissement agricole ont permis l'amélioration du choix des cultures par les agriculteurs et l'augmentation de leur production, grâce à une utilisation plus rationnelle de l'eau et l'orientation des systèmes de production vers les cultures stratégiques.

APS

BORDJ BOU ARRERIDJ

Une nouvelle dynamique dans le secteur de la santé en 2026

Le secteur de la santé dans la wilaya de Bordj Bou Arreridj est appelé à connaître au cours de l'année 2026 une nouvelle dynamique avec la mise en service de nouvelles structures sanitaires, la généralisation de la numérisation et la consolidation des capacités de prise en charge afin de rapprocher le citoyen des établissements de santé et améliorer les prestations, a indiqué dimanche le directeur du secteur.

M. Ahmed Djemaï a fait état à ce propos de la réception durant le 1er semestre de cette année d'un hôpital de 60 lits dans la commune de Bordj Zemoura (Nord-est de Bordj Bou Arreridj) qui permettra d'améliorer le taux de couverture sanitaire et d'alléger l'actuelle pression sur les établissements hospitaliers. Le secteur mise également sur la généralisation de la numérisation par l'adoption du dossier électronique du malade et le raccordement des diverses structures de santé à un réseau unifié qui accélérera l'échange de données et rationalisera la gestion administrative et médicale, selon la même source. Le renforcement des structures sanitaires en ressources humaines qualifiées sera pour-

suivi ainsi que l'élargissement des activités des polycliniques par l'adoption du système de permanence qui assure la continuité des services dans les différentes communes, notamment reculées, selon le même responsable. Le directeur de la santé a également fait état du prochain renforcement des établissements sanitaires en moyens logistiques et équipements médicaux modernes pour améliorer l'efficacité des interventions d'urgence et la prise en charge des cas d'urgence dont les victimes d'accidents de la route outre le renforcement de la médecine de proximité et l'intensification des caravanes médicales spécialisées et programmes de prévention et dépistage précoce. Au cours des dernières

années, le secteur a réalisé un bilan positif avec l'entrée en activité d'établissements hospitaliers spécialisés, la création de pôles de permanence, l'installation de centres de permanence dans 41 polycliniques de 34 communes, l'élévation de capacité d'accueil à 1.176 lits outre le renforcement des ressources humaines et du matériel médical permettant l'exécution de plus d'interventions chirurgicales et l'amélioration des indicateurs de prise en charge sanitaire, selon le même responsable qui a estimé que ceci constitue une base solide pour la concrétisation du programme de 2026 et pour mieux répondre aux aspirations du citoyen.

APS

TIMIMOUN

Raccordement de 249 foyers du ksar d'Iguestène au réseau de gaz

Le raccordement au réseau de gaz naturel de 249 foyers du ksar d'Iguestène, dans la commune de Deldoul, a été mis en service dimanche soir par les autorités de la wilaya de Timimoun. Cette opération entre dans le cadre du programme d'amélioration des conditions de vie du citoyen, a indiqué à l'APS le directeur de wilaya de la société de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz), Ahmed Benyoucef. Le taux de raccordement

au gaz de la commune de Deldoul avoisine les 65 %, avec le raccordement de sept de ses ksour, en attendant le parachèvement de l'opération pour toucher l'ensemble des dix ksour de la commune, a fait savoir le président de l'Assemblée populaire communale de Deldoul, Mohamed Boulah. Selon cet édile, l'amenée du gaz naturel aux foyers soulage les citoyens de la contrainte d'approvisionnement en bonbonnes de gaz butane, en plus d'améliorer les

conditions de scolarisation des élèves après le raccordement des établissements éducatifs au réseau de gaz, permettant ainsi le chauffage et le service de repas chauds aux élèves. Des habitants du ksar ont vivement salué la concrétisation de cette opération "très attendue". Le directeur de Sonelgaz-Timimoun a expliqué que l'opération de raccordement au réseau de gaz a atteint un stade "avancé" dans la wilaya de Timimoun, dans l'attente du para-

chèvement du raccordement des communes de Tinerkouk et Ksar Kaddour, au titre de prochains programmes d'investissement. En marge de l'opération de raccordement des foyers de ksar Iguestène, a été organisée une exposition de prévention et de sensibilisation aux dangers de la mauvaise utilisation du gaz, en plus d'une remise gratuite de détecteurs de monoxyde de carbone. Agence

OUM EL BOUAGHI

Aménagement de plus de 70 % des quartiers de la commune de Meskiana

Plus de 70 % des quartiers de la commune de Meskiana (60 km au Sud-est d'Oum El Bouaghi) ont bénéficié d'opérations d'aménagement au cours des dernières années, a-t-on appris dimanche auprès du président de l'Assemblée populaire communale, Redouane Tedranet. Dans une déclaration à l'APS, le même élu a précisé que l'ensemble

de ces vieux quartiers qui représentent plus de 70 % de la superficie de la commune ont été aménagés pour la première fois depuis leur création, précisant que l'enveloppe financière dégagée pour cela dans le cadre des programmes d'appui au développement socioéconomique des communes et du fonds de solidarité et de garantie des collectivités locales a at-

teint 300 millions DA. Les actions menées ayant porté, notamment sur le revêtement des chaussées et trottoirs et l'éclairage public ont concerné les cités "Houari Boumediene", "5 juillet", "Bouhafs Aïssa", "Emir Abdelkader", "Mostefa Ben Boulaid", "180 logements" et "240 logements", selon la même source. M. Tedranet a ajouté que ces opérations s'ajoutent à

d'autres projets de développement réalisés, dont le renforcement de l'approvisionnement en eau potable de la mechta Khetala par la réalisation d'un château d'eau de 200 m3 et la restauration et l'équipement des deux salles de soins Hendouli Djelloul et de la cité "390 logements" qui seront prochainement rouvertes.

APS

BOUMERDÈS

Programme de commercialisation de plus de 20.000 tonnes de produits agricoles de large consommation

La direction des services agricoles (DSA) de la wilaya de Boumerdès a lancé dernièrement un programme de commercialisation de plus de 20.000 tonnes de produits agricoles de large consommation stockés dans des chambres froides, dans le but de réguler le marché et d'éviter toute pénurie, a-t-on appris dimanche auprès de cette structure. La DSA, en collaboration avec des opérateurs

privés, a entamé progressivement le déstockage de plus de 20.000 tonnes de produits de grande consommation, principalement de l'oignon, de l'ail et de la pomme de terre, a indiqué l'ingénieur au service de soutien technique, Belkacem Alaa Eddine. Il a fait part du déstockage, à ce titre, de plus de 11.000 tonnes de pommes de terre saisonnières sur un total de près de 13.000 tonnes

stockées dans le cadre d'un programme de commercialisation et de déstockage de la pomme de terre impliquant sept (7) opérateurs privés et un opérateur public. Par ailleurs, plus de 500 tonnes d'oignons secs saisonniers ont été commercialisées à ce jour, sur un total de près de 5.400 tonnes stockées, tandis que sur 2.200 tonnes d'ail sec saisonnier stockées, près de 600 tonnes ont déjà été écoulées.

Les produits agricoles concernés par cette opération de déstockage proviennent de la campagne agricole écoulée, selon la même source. L'opération de déstockage de la pomme de terre touche à sa fin, alors que celle de l'ail et de l'oignon se poursuivra jusqu'au mois de Ramadhan, est-il précisé, en outre.

APS

SOUK AHRAS

Plus de 1000 hectares de clairières dédiées aux agriculteurs

La conservation des forêts de la wilaya de Souk Ahras a réservé au titre de l'actuelle saison agricole 2025-2026 pas moins de 1.100 hectares de clairières situées en zones forestières aux agriculteurs dont le cadre de l'exploitation des ressources naturelles et l'augmentation de la production locale d'une manière durable, a-t-on appris dimanche auprès de son responsable. Dans une déclaration à l'APS, M. Mounir Djalal a précisé que dans le cadre du droit de jouissance et de l'accompa-

gnement des riverains des aires forestières relevant du domaine de l'Etat, des superficies ont été réservées à 250 bénéficiaires pour l'exercice de plusieurs activités dont l'apiculture et l'exploitation des plantes médicinales et aromatiques de sorte à consolider le développement local et préserver les ressources forestières. Il a ajouté que dans le cadre de la gestion des ressources forestières, il a été procédé à l'exploitation de plus de 3.700 hectares d'aires forestières pour la valorisation des plantes médi-

nales et aromatiques dont le romarin utilisé en cosmétique et pharmacologie en vue de son exportation vers certains pays d'Europe outre les drupes du pistachier lentisque et le basilic. Cela rentre, a-t-il noté, dans le cadre de l'orientation croissante des diplômés universitaires et des établissements de formation professionnelle vers la création de micro-entreprises spécialisées dans l'industrie cosmétique. Le liège a été récolté sur 2.655 hectares de forêt de Boumezrane (commune d'Ain

Zana), selon le même responsable qui a souligné que la vente aux opérateurs économiques sera prochainement lancée. Le même responsable a indiqué que dans le cadre de la valorisation des ressources du secteur, quatre projets d'investissement seront lancés "au cours du troisième trimestre 2026" pour l'aménagement d'espaces créatifs d'une superficie de cinq hectares chacun dans les forêts El Djalil (Dréa), Faghnat (Haddada), El Ma Lahmar (Ain Zana) et Boussessou (Taoura). Agence

«Le numérique et l’Intelligence Artificielle au service de la santé, le défi de la prochaine décennie»

En 2016, Il y a dix ans lors de notre 1ère édition "Les Grandes Tendances de la E-santé", parler de « santé numérique » relevait encore de la prospective.

Par Jérôme Leleu, Interaction Healthcare

Aujourd'hui, alors que nous ouvrons la 10ème édition, le constat est sans appel : le numérique n'est plus une option pour les acteurs du système de santé, mais un composant structurant pour l'amélioration du parcours de soins. À l'horizon 2036, 61 % des soignants estiment, en effet, que les outils digitaux occuperont une place centrale dans leur pratique quotidienne. Mais derrière cette adhésion massive, les résultats croisés de nos deux baromètres exclusifs — menés par Doctoomme auprès des patients et par PulseLife auprès des professionnels de santé — révèlent une mutation profonde de notre rapport au soin. L'enjeu n'est plus d'adopter la technologie, mais de l'apprivoiser pour qu'elle reste au service des patients et les professionnels de santé. Le numérique est désormais une réalité pour la plupart des français, mais selon des modalités très disparates. Si les plus jeunes consomment plus aisément des applications de santé pour suivre leurs paramètres vitaux, les seniors, eux, ont transformé le numérique en un véritable outil de gestion régulière de leur santé. Mon "Espace Santé" est reconnu comme un dispositif très utile pour les patients chroniques, facilitant une coordination autrefois complexe. Pourtant, cet usage plus important du numérique en santé cache une fracture qui semble persister. En zone rurale, l'usage reste faible pour 77 % des habitants et le frein n'est pas seulement technique : si la confiance règne chez les cadres et commerçants (60 %), la



méfiance domine encore chez les agriculteurs et les retraités, souvent par manque d'accompagnement (55 %). Comme le souligne la thématique centrale de notre 10ème édition "Explorer Demain", l'exigence de l'accompagnement et de la formation sont essentiels afin de garantir que l'innovation ne laisse personne sur le bord de la "route numérique". Du côté des professionnels de santé et des soignants, avec 72 % d'opinions positives, la maturité sur l'adoption du numérique et de l'IA est impressionnante : ils ne demandent plus "si" le numérique est utile, mais plutôt "comment" garantir son utilité dans la pratique clinique. L'intelligence artificielle générative s'impose ici comme la grande promesse de la décennie. Jugée comme l'innovation la plus prometteuse par 67 % des

répondants - juste après l'imagerie médicale - elle est perçue comme un assistant précieux pour la rédaction (75 %) et un soutien à la décision clinique (51 %). L'IA n'est pas là pour remplacer le médecin, mais bien pour le décharger des tâches administratives chronophages et lui redonner ce qu'il a de plus précieux : du temps avec les patients. C'est ici que se situe le point de vigilance majeur de notre baromètre croisé. Professionnels et patients partagent une crainte commune : la détérioration de la relation humaine. Seuls 34 % des soignants estiment que le numérique améliore leur lien avec le patient, quand 40 % craignent l'inverse. Chez les patients, si 29,3 % voient une amélioration, une proportion quasi équivalente (34,3 %) redoute une déshumanisation du soin. Le défi de la prochaine décennie pour

notre système de santé est donc clair : le numérique doit être un levier d'efficacité, apporter un cadre éthique et de confiance et ainsi une sécurité des données dans un contexte où le besoin de souveraineté numérique est de plus en plus forte. En réunissant plus de 95 experts à parité parfaite et 6 000 participants à distance, cette 10ème édition des "Grandes Tendances de la E-santé" confirme que le numérique sera une des clés pour répondre aux enjeux de la santé - Démographie médicale, développement des maladies chroniques, vieillissement,... - avec une médecine plus prédictive, plus personnalisée, et in fine, plus humaine et empathique.

Source : La Tribune.fr ; publié le 23/11/2026

L'Europe est totalement dépendante du numérique américain

Par Philbert Carbon

Les entreprises de l'Union européenne (UE) achètent chaque année pour 264 milliards d'euros (Md€) de services de cloud et de logiciels à des acteurs américains, soit 83% de leurs acquisitions totales en ces domaines. Tels étaient les chiffres chocs qui ressortaient d'une étude publiée en avril 2025 par Asterès pour le Cigref (club informatique des grandes entreprises françaises). Une nouvelle étude, publiée en décembre 2025, arrive aux mêmes conclusions. Réalisée par un cabinet lituanien à la demande du Parlement européen, elle cartographie les dépendances numériques de l'UE. Livrons-en quelques chiffres.

En matière de systèmes d'exploitation (OS), près de 90% du marché sont tenus par Microsoft (73,5%) et Apple (16,3%). Du côté des mobiles, c'est pire : 99,5% du marché est dans les mains de Google (65,3%) et d'Apple (34,2%). Pour les moteurs de recherche, c'est Google qui tient le haut du pavé en captant près de neuf recherches sur dix (89,9%). Le moteur allemand Ecosia a environ 0,3% du marché ; le français Qwant, moins de 0,1%. Les réseaux sociaux restent dominés par Facebook qui, si l'on en croit l'étude, concentre encore plus de 80% des pages vues. En y ajoutant Instagram (qui appartient aussi à Meta), on atteint près de 88%. Les Gafam détiennent près de 90% du marché des navigateurs avec notam-

ment Chrome (60,7%), Safari (19,7%) et Microsoft Edge (6,4%). Les navigateurs d'origine européenne ne prennent pas plus de 3% du marché. En matière d'intelligence artificielle (IA) générative (GenAI), le marché européen est dominé par les américains OpenAI (30%), Microsoft (25%), Amazon (20%) et Google (15%). Dans les logiciels de gestion des activités quotidiennes des entreprises (ERP), le marché est plus morcelé et l'allemand SAP garde encore une bonne longueur d'avance avec 55%. Ses suivants, les américains Oracle (10%) et Microsoft (8%), sont loin derrière. En revanche sur les logiciels de gestion de la relation client (CRM), les américains sont en tête avec Salesforce (44% du marché), loin devant le deuxième SAP (10%).

Dans la bureautique, cela ne surprendra personne, Microsoft domine largement avec Office (90%). Malgré les sanctions, les Gafam, et plus largement les firmes américaines, sont plébiscitées par les entreprises de l'UE. Leur avance est telle qu'il est difficilement imaginable qu'elles puissent un jour laisser la place à des champions européens sur les marchés matures. Les startups et licornes européennes ont peut-être encore une carte à jouer sur les marchés émergents (IA, quantique...). Encore faudrait-il que les réglementations de l'UE ne les empêchent pas d'innover !

Source : Contrepoints.org, publié le 25/01/2026

CONSACRÉE À LA
COLLABORATION ET LA
CROISSANCE MONDIALE
EN AVRIL

L'Arabie saoudite
accueillera la
réunion du WEF

L'Arabie saoudite accueillera la
réunion du Forum économique
mondial (WEF) consacrée à la
collaboration et à la croissance
mondiale à Djeddah, les 22 et 23
avril 2026.

Le ministre de l'Économie et de la
Planification, Faisal Alibrahim, a
confirmé vendredi les détails de
cette rencontre de haut niveau, an-
noncée lors de la réunion annuelle
du WEF en 2025, selon l'Agence de
presse saoudienne.

Dans ses remarques de clôture au
forum, le ministre a souligné la né-
cessité d'un dialogue soutenu pour
accélérer la croissance mondiale,
appelant les participants à s'impli-
quer activement dans la réunion à
venir.

Il a indiqué que cet événement
s'inscrira dans la continuité de l'élan
créé par la réunion spéciale du
WEF organisée à Riyad en 2024,
affirmant que le Royaume s'est im-
posé comme une capitale mondiale
du pragmatisme et de la prise de
décisions à fort impact.

Le président du WEF, Børge
Brende, a pour sa part salué l'ap-
profondissement de l'engagement
du Forum avec le Royaume.

« Nous sommes ravis de revenir en
Arabie saoudite en 2026 pour pour-
suivre les discussions engagées
lors de notre réunion annuelle, en
créant un espace où les dirigeants
peuvent travailler ensemble, instau-
rer la confiance et faire en sorte que
le dialogue débouche sur une colla-
boration et des actions concrètes »,
a-t-il déclaré.

R I.

PÉTROLE

La Libye scelle un accord de 25 ans avec TotalEnergies et ConocoPhillips

En 2023, le pétrole et le gaz représentaient 60 % du PIB, 94 % des exportations et 97 % des recettes
publiques en Libye. Les autorités ont indiqué vouloir attirer des investissements étrangers dans le
secteur afin de renforcer la production pétrogazière nationale.

La Libye a annoncé un accord pé-
trolier sur 25 ans avec la française
TotalEnergies et l'américaine
ConocoPhillips. L'information a été ren-
due publique en marge du Libya Energy
and Economy Summit, organisé à Tri-
poli, par le Premier ministre libyen Ab-
dulhamid al-Dbeibah (photo), dans un
message diffusé sur X samedi 24 janvier.
Conclu par l'intermédiaire de Waha Oil
Company, filiale de la National Oil Cor-
poration (NOC), la société pétrolière na-
tionale libyenne, le contrat prévoit plus
de 20 milliards de dollars d'investisse-
ments extérieurs dans le développement
pétrogazier du pays.

Selon les informations communiquées
par les autorités libyennes, l'accord vise à
porter la capacité de production de
Waha Oil Company à environ 850 000
barils par jour.
Selon Reuters, une source proche de la
société a précisé que sa production ac-
tuelle se situe entre 340 000 et 400 000
barils par jour, dans des conditions nor-
males d'exploitation.

D'après Abdulhamid al-Dbeibah, cité par
la presse locale, le contrat pourrait géné-
rer plus de 376 milliards de dollars de re-
cettes nettes pour la Libye sur l'ensemble
de sa durée de validité.

Aucun détail n'a toutefois été fourni à ce

stade quant à la répartition précise des
revenus entre les parties prenantes.

La Libye relance progressivement
son secteur pétrolier

L'accord annoncé avec TotalEnergies et
ConocoPhillips s'inscrit dans une phase
de réorganisation plus large du secteur
pétrolier libyen, marquée par la relance
progressive des activités d'exploration et
par la réouverture contrôlée du pays aux
investisseurs étrangers.

Dès avril 2025, les autorités libyennes
ont affiché leur volonté d'attirer de nou-
veaux investissements dans l'exploration
pétrolière, en mettant en avant la néces-
sité de renouveler les réserves et de mo-
derniser les capacités de production
existantes, selon la NOC.

Cette orientation s'est traduite par plu-
sieurs initiatives destinées à relancer un
secteur longtemps resté en difficulté
suite à l'instabilité politique et sécuri-
taire.

En mars 2025, la NOC a notamment
lancé un appel d'offres portant sur 22
blocs pétroliers onshores et offshore,
dans ce qui constitue le premier cycle
d'attribution de licences depuis plus de
17 ans. Les autorités ont précisé que les
résultats seront publiés début 2026.

En novembre 2025, le groupe autrichien
OMV a annoncé une découverte de pé-
trole et de gaz dans le bassin de Syrte, à
l'issue de forages réalisés sur le bloc
106/4, opéré en partenariat avec la NOC,
avec des débits supérieurs à 4 000 barils
de brut par jour pour le puits explora-
toire concerné.

En mars 2025, les autorités ont égale-
ment relancé le champ pétrolier de Ma-
bruk, fermé depuis plus de dix ans, avec
une production initiale annoncée à 5 000
barils par jour, appelée à monter pro-
gressivement.

La Libye qui selon l'U.S. Energy Infor-
mation Administration (EIA), disposait
en 2024 de 48 milliards de barils de ré-
serves prouvées de pétrole brut, les plus
importantes d'Afrique, a réaffirmé sa vo-
lonté de porter sa production pétrolière
à 1,6 million de barils par jour d'ici fin
2026, contre environ 1,38 million actuel-
lement, d'après les données de l'African
Energy Council.

Dans cette perspective, le pays membre
de l'Organisation des pays exportateurs
de pétrole (OPEP) a indiqué vouloir
s'appuyer davantage sur les États-Unis
pour soutenir le développement de son
secteur pétrolier.

Agence

TUNISIE

Extension de la facturation électronique aux prestations de services

La Loi de Finances pour l'année
2026 marque une avancée ma-
jeure dans la généralisation de
la facturation électronique en Tuni-
sie. Cette réforme, récemment préci-
sée par la Note Commune n°2-2026
publiée par l'administration fiscale,
élargit considérablement le champ
d'application de la facture électro-
nique et apporte des clarifications
pratiques très attendues par les en-
treprises et les prestataires de ser-
vices.

Une extension significative du champ d'ap-
plication

À compter du 1er janvier 2026, l'obli-
gation d'émettre des factures électro-
niques est étendue aux opérations
de prestation de services, en plus
des cas déjà prévus par la législation
antérieure, notamment les entre-
prises relevant de la Direction des
Grandes Entreprises (DGE) dans
leurs relations avec l'État, les collec-

tivités locales, les entreprises pu-
bliques, ainsi que les secteurs de la
vente de médicaments et d'hydrocar-
bures.

Sont désormais concernés :

- Les prestataires de services ayant
déclaré les opérations de services
comme activité principale ou secon-
daire dans leur déclaration d'exis-
tence ;
- Les professions non commerciales,
tenues d'émettre des notes d'hono-
raires sous format électronique.

- Des sanctions renforcées en cas de
non-conformité

La Loi de Finances 2025, dont les
dispositions restent applicables, pré-
voit un dispositif de sanctions dissua-
sif en cas de non-respect des obliga-
tions de facturation électronique, no-
tamment :

- Une amende de 100 à 500 dinars
par facture émise sur support papier
alors qu'elle aurait dû être électro-
nique, avec un plafond global de 50
000 dinars ;

- Une amende allant de 250 à 10 000
dinars pour toute personne émettant
des factures ne comportant pas les
mentions obligatoires, indépendam-
ment du nombre de documents non
conformes ;

- Une amende équivalente à 20 % de
la valeur des marchandises transpor-
tées, avec un minimum de 500 di-
nars, en cas de transport sans fac-
ture conforme ou sans documents en
tenant lieu (bon de livraison, bon de
sortie ou déclaration douanière).

LIBAN

L'économie du pays enregistre une croissance de 3,5 % en 2025

La Banque mondiale (BM) a indi-
qué dans un communiqué que
l'économie libanaise a affiché en
2025 des signes timides de reprise
après plusieurs années de contraction,
avec une croissance limitée portée par
le tourisme et la consommation privée.
Cette évolution intervient dans un
contexte d'amélioration relative de la
stabilité économique, mais la reprise
demeure fragile et étroitement liée à
l'achèvement des réformes fondamen-
tales et au maintien de la stabilité poli-
tique.

Selon le dernier numéro du Lebanon
Economic Monitor (LEM) publié par
la BM, l'économie libanaise a enregis-
tré une croissance positive en 2025,

marquant le début d'une reprise mo-
deste après des années de fort recul. Le
produit intérieur brut réel a progressé
de 3,5 % en 2025, traduisant les pre-
miers signes de stabilisation macroé-
conomique, le redressement du sec-
teur touristique et l'impact – encore
inégal – des avancées réalisées en ma-
tière de réformes clés.

Le rapport, intitulé « Une reprise fra-
gile » dans son édition hiver 2025, met
en lumière des progrès notables dans
l'agenda des réformes, notamment
l'adoption de lois économiques et judi-
ciaires importantes ainsi que des no-
minations essentielles dans le secteur
public, contribuant à renforcer la sta-
bilité politique et institutionnelle.

Toutefois, les réformes structurelles
majeures, dont la loi sur le déficit fi-
nancier et les réformes sectorielles,
restent en suspens. Elles sont jugées
indispensables pour restaurer la stabi-
lité macroéconomique et financière et
accroître l'efficacité des réformes sec-
torielles. Cité dans le communiqué, le
directeur régional Moyen-Orient de la
Banque mondiale, Jean-Christophe
Carré, a souligné que « les récents
gains économiques du Liban confir-
ment l'importance des réformes en
cours », ajoutant que « le maintien de
cette reprise fragile nécessite une accé-
lération plus ambitieuse des réformes
budgétaires, sectorielles et macroéco-
nomiques afin d'assurer une stabilité

durable et une croissance inclusive ».
La BM indique par ailleurs que les fi-
nances publiques devraient enregistrer
un excédent sur une base de trésorerie,
tout en soulignant la nécessité d'amé-
liorer davantage la mobilisation des re-
cettes et la mise en œuvre d'une fisca-
lité progressive. L'inflation devrait re-
culer à 15,2% en 2025, avant de tom-
ber à un chiffre à un seul digit en 2026,
pour la première fois 2019, grâce à la
stabilisation du taux de change et à la
quasi-dollarisation des prix à la
consommation, malgré la persistance
de pressions inflationnistes dans cer-
tains services locaux, notamment les
loyers et l'éducation.

R I.

SÉNÉGAL

Le pétrole porte une hausse de 23 % des revenus extractifs en 2024

Historiquement dominé par l'exploitation minière, avec notamment l'or et les phosphates, le secteur extractif sénégalais a vu ces deux dernières années l'entrée en production de champs de pétrole et de gaz. Des projets qui amorcent un renforcement du poids des hydrocarbures dans l'industrie.

Les revenus extractifs du Sénégal ont augmenté de 23 % en glissement annuel pour atteindre 447 milliards FCFA (environ 808 millions USD) en 2024. Si l'exploitation minière reste dominante dans ces recettes, la hausse est principalement attribuable au secteur pétrolier, dont les revenus ont plus que doublé en un an. Selon un rapport publié en décembre 2025 par l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE), les sociétés pétrolières opérant au Sénégal ont en effet versé 77,70 milliards FCFA à l'État en 2024 (hors paiements sociaux, environnementaux et garanties de la réhabilitation), contre 30,65 milliards FCFA en 2023. La part des hydrocarbures dans les revenus extractifs de l'État est par ailleurs passée de 8 % en 2023 à 17 % un an plus tard. Cette progression s'explique par la mise en service du champ pétrolier Sangomar, en juin 2024. Pour ses premiers mois d'exploitation en 2024, le champ offshore Sangomar a livré 16,90 millions de barils de pétrole. Il est exploité par une coentreprise entre l'australien Woodside Energy (82 % des parts) et la société nationale sénégalaise Petrosen (18 %). Le pays de la Teranga exploite aussi du gaz naturel, dont la production, 2,77 millions de mètres cubes normaux en 2024, est entièrement utilisée localement pour produire de l'électricité.

Une prépondérance de l'or

Au-delà de la montée en régime du gi-

sement Sangomar, qui a livré 36,1 millions de barils en 2025, la contribution des hydrocarbures aux revenus extractifs du pays est appelée à se renforcer davantage grâce au gaz naturel liquéfié. Le Sénégal a commencé à en exporter l'année dernière, avec l'entrée en production du projet gazier Greater Tortue Ahmeyim. Pour autant, l'exploitation minière devrait continuer, au moins à moyen terme, à dominer le secteur extractif. Selon l'ITIE, les Mines ont généré 369,68 milliards FCFA de revenus à l'État sénégalais en 2024, en hausse de 11 % en glissement annuel. Le rapport attribue principalement cette progression à des redressements douaniers opérés sur les deux mines d'or du pays, ainsi que sur Industries Chimiques du Sénégal (ICS), qui exploite du phosphate. L'or et l'acide phosphorique (dérivé du phosphate) sont d'ailleurs les deux principaux produits d'exportations du secteur minier, avec respectivement 501,95 milliards FCFA et 287,52 milliards FCFA déclarés à l'exportation. La production d'or déclarée s'élève à 354 715 onces, soit 11 tonnes environ, et provient des mines industrielles de Sabodala-Massawa et Mako. L'entrée en production en 2025 de la mine Boto, exploitée par le marocain Managem et capable de livrer environ 5 tonnes sur les trois premières années d'exploitation, renforcera l'impact du métal jaune dans les revenus extractifs. Il faut aussi souligner que la hausse attendue de la production sénégalaise d'or

survient dans un contexte de flambée des cours, qui ont augmenté de plus de 60 % en 2025 et pourraient atteindre 5000 USD l'once en 2026.

Quel poids dans l'économie ?

S'il faut attendre le rapport ITIE 2025 pour évaluer à quel point les effets de la hausse de la production et des prix de l'or se traduisent dans les revenus extractifs du Sénégal, il faut observer que la contribution du secteur extractif à l'économie nationale a peu évolué en 2024. Le poids dans les exportations est ainsi passé de 31,89 % en 2023 à 31,38 % un an plus tard, contre une progression à 4,95 % (contre 4,72 % en 2023) pour le poids dans le PIB. Le secteur extractif représente par ailleurs 0,74 % des emplois déclarés (contre 0,16 % en 2023), alors que la part dans les revenus de l'État est passée de 9,40 % en 2023 à 11,96 % en 2024. En quête de renforcement de la place des Mines dans l'économie, le gouvernement sénégalais, mené par le chef de l'État Diomaye Faye et son Premier ministre Ousmane Sonko, a lancé un audit des contrats pétroliers et du secteur minier. Pour ce dernier volet, les résultats annoncés en septembre 2025 révèlent le non-respect des obligations fiscales par plusieurs opérateurs et la prolifération des sites illégaux. Des mesures correctives sont prévues.

Agence

ARRIVÉES DE TOURISTES

L'Afrique enregistre la plus forte hausse au niveau mondial en 2025

La croissance de l'activité touristique en Afrique durant l'année écoulée a été essentiellement tirée par les bonnes performances de la sous-région Nord. L'Afrique a enregistré une augmentation de 8 % des arrivées de touristes internationaux en 2025 comparativement à 2024, soit la plus forte hausse à l'échelle mondiale, selon des données publiées le mercredi 21 janvier par ONU Tourisme, l'agence des Nations unies dédiée à développer et promouvoir le secteur du tourisme. Le « World Tourism Barometer » d'ONU Tourisme révèle ainsi que le continent a enregistré 81 millions de touristes internationaux, avec des performances particulièrement bonnes dans sa sous-région Nord (+11 %). Plusieurs pays figurent parmi les destinations affichant une croissance à

deux chiffres des arrivées internationales, dont l'Égypte (+20 %) et les Seychelles (+13 %). En ce qui concerne les revenus générés, plusieurs destinations ont également connu une croissance vigoureuse des recettes, les calculs étant effectués en monnaie locale. Il s'agit notamment du Maroc (+19 %), de l'Égypte (+17 %) et de la République de Maurice (+10 %). À l'échelle mondiale, le nombre total de touristes ayant voyagé à l'étranger s'est établi à 1,52 milliard. Ce chiffre est en hausse de 4 % par rapport à 2024, soit 60 millions d'arrivées de touristes internationaux supplémentaires, et marque un retour aux niveaux de croissance d'avant la pandémie de Covid-19, en se rapprochant de la moyenne de 5 % par an enregistrée entre 2009 et 2019. Outre l'Afrique qui a été l'un des prin-

cipaux moteurs de croissance du tourisme mondial, toutes les autres régions du monde ont reçu plus de visiteurs qu'en 2024 : l'Asie-Pacifique (+6 %), l'Europe (+4 %), le Moyen-Orient (+3 %) et les Amériques (+1 %). L'amélioration du rythme de croissance du tourisme mondial s'explique essentiellement par la vigueur de la demande, la performance solide des grands marchés émetteurs, la poursuite du redressement des destinations d'Asie-Pacifique, l'amélioration de la connectivité aérienne, et des mesures de facilitation des visas. La dynamique positive en matière d'arrivées s'est accompagnée d'une augmentation des recettes du tourisme international, qui se sont chiffrées à 1900 milliards USD, soit 5 % de plus qu'en 2024.

Agence

CÔTE D'IVOIRE Comment les importations de riz ont évolué sur la dernière décennie

La consommation ivoirienne de riz connaît une progression rapide, portée par la croissance démographique, l'urbanisation et l'évolution des habitudes alimentaires. Son niveau, parmi les plus élevés d'Afrique de l'Ouest, dépasse largement la capacité de production nationale. Dans l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest, le riz s'est progressivement imposé comme l'un des piliers de l'alimentation quotidienne. Cette céréale occupe désormais une place centrale dans les habitudes de consommation, portée par une dynamique démographique soutenue, une urbanisation rapide et une transformation des régimes alimentaires. Selon les estimations du Département américain de l'agriculture (USDA), la consommation de riz en Côte d'Ivoire progresse à un rythme annuel compris entre 3 % et 4 %. Dans les principaux centres urbains tels qu'Abidjan, Bouaké, Daloa ou encore Gagnoa, la céréale supplante progressivement les aliments de base traditionnels comme le manioc, l'igname ou le taro. Cette transition alimentaire se reflète clairement dans les chiffres de consommation par habitant. D'après l'organisme américain, un Ivoirien consomme aujourd'hui en moyenne 84 kilogrammes de riz par an, contre environ 58 kilogrammes il y a une vingtaine d'années. Dans le pays, le riz représente près de 60 % de la production céréalière totale, loin devant le maïs, le mil ou le sorgho. Les données de l'USDA révèlent que la production de riz paddy est passée d'environ 1,8 million de tonnes lors de la campagne 2015/2016 à près de 2,3 millions de tonnes en 2024/2025, traduisant les efforts consentis ces dernières années pour relancer la riziculture locale. Toutefois, cette progression demeure en deçà des besoins du marché, la consommation annuelle de riz blanc frôlant désormais les 3 millions de tonnes. Ce décalage persistant entre l'offre et la demande a mécaniquement renforcé le recours aux importations. La Côte d'Ivoire s'est ainsi hissée au rang de deuxième importateur africain de riz derrière le Nigeria, avec un stock provenant majoritairement de l'Inde, du Pakistan, du Vietnam et de la Thaïlande. Voici dans les détails comment l'approvisionnement extérieur en riz du pays Ouest-africain a évolué depuis 10 ans, et combien cela a coûté.

R. I.

AFRIQUE DU SUD Le Sommet de l'économie verte d'Afrique 2026 se tiendra en février

Le Sommet de l'économie verte d'Afrique 2026 se tiendra du 24 au 27 février à Cape Town. Sous le thème « Des ambitions aux actions », l'événement réunira décideurs et investisseurs pour concrétiser des projets verts et bleus. Face au déficit de financement climatique, il présentera 50 initiatives prêtes à l'investissement dans l'énergie renouvelable, l'eau, l'agriculture durable et la mobilité électrique.

MARCHÉS FINANCIERS

L’or dépasse les 5.000 dollars, les Bourses atones

L'or a dépassé lundi pour la première fois la barre des 5.000 dollars, jouant son rôle de valeur refuge face aux incertitudes suscitées par la présidence de Donald Trump aux Etats-Unis, tandis que les marchés boursiers restent prudents avant une semaine riche en événements.

Le métal jaune s'est hissé lundi à un nouveau record, à 5.111,07 dollars l'once (31,1 g) dépassant pour la première fois le cap symbolique des 5.000 dollars. Vers 08H30 GMT, il était à 5.097,04 dollars l'once. Valeur refuge par excellence, l'or progresse sans discontinuer depuis deux ans: l'once valait un peu plus de 2.000 dollars en janvier 2024. Elle est stimulée par les revirements fréquents de Donald Trump qui créent un climat d'incertitude aux Etats-Unis, détournant les investisseurs et les banques centrales du dollar et des obligations d'Etat, habituellement considérés comme des valeurs refuges. Sa progression récente a d'ailleurs été soutenue par les tensions autour du Groenland, dont le président américain a dit vouloir s'emparer, promettant à ses alliés européens des taxes douanières en cas d'opposition, avant finalement de lever sa menace, assurant avoir "conçu le cadre d'un futur accord". Plus généralement, "la dépréciation des devises et l'augmentation du niveau d'endettement" des Etats, "se traduisent par une soif insatiable" d'"actifs tangibles", estime Neil Wilson, de Saxo Markets. Côté marchés boursiers, l'heure est à la prudence lundi, à l'orée d'une semaine à l'agenda chargé. En Europe, vers 08H30

GMT, Paris reculait de 0,20%, Francfort était stable (-0,01%) et Londres grappillait 0,15%. Milan prenait 0,21%. "Les investisseurs restent prudents à l'approche de la réunion de la Réserve fédérale", qui aura lieu mardi et mercredi, relève John Plassard, responsable de la stratégie d'investissement chez Cité Gestion Private Bank. Cette réunion se tiendra dans un contexte tendu, le président de l'institution Jerome Powell ayant révélé début janvier l'existence d'une procédure lancée par le ministère de la Justice contre lui. Il a dénoncé une énième tentative d'intimidation de la Fed par l'exécutif. Donald Trump réclame depuis plusieurs mois davantage de baisses des taux de la part de l'institution financière, et la pression s'intensifie à l'approche des élections de mi-mandat à l'automne. Autre point d'attention des marchés cette semaine: la saison des résultats qui bat son plein. Aux Etats-Unis, plusieurs poids lourds de la tech seront sous le feu des projecteurs, avec les résultats du quatrième trimestre de Meta et de Microsoft mercredi et d'Apple jeudi. Les investisseurs gardent aussi un oeil sur la situation géopolitique. Dans un message publié sur sa plateforme Truth Social, Donald Trump a affirmé qu'il imposerait des "droits de douane à 100%"

sur les importations canadiennes aux Etats-Unis en cas d'accord commercial entre le Canada et la Chine. En Asie, Hong Kong (-0,06%) et Shanghai (-0,09%) évoluaient sans mouvement dans les derniers échanges.

Le yen bondit

Le yen flambe, prenant 1,04% à 182,58 yens pour un dollar. La monnaie nippone a été portée lundi par des informations relayées par l'agence de presse Bloomberg, selon lesquelles la Réserve fédérale américaine pourrait soutenir une intervention de Tokyo pour faire apprécier sa valeur, en chute libre ces dernières semaines. "Si la Fed intervient, c'est que c'est du sé-

rieux", estime Kathleen Brooks, analyste pour XTB. Vendredi, le yen avait déjà été poussé par les déclarations de la ministre des Finances japonaise, Satsuki Katayama, qui n'avait pas écarté l'option d'intervenir pour soutenir sa monnaie, qui a perdu près de 6% face au dollar au cours des six derniers mois et évolue proche de ses plus bas niveaux depuis 2024. Dans ce contexte, la Bourse de Tokyo a perdu 1,79%. Le titre du groupe français de distribution Fnac Darty bondissait de 17,19% à 35,45 euros sur la Bourse de Paris lundi, après le lancement d'une offre publique d'achat (OPA) par le milliardaire tchèque Daniel Kretinsky vendredi au prix de 36 euros par action.

Agence

BOURSE DE PARIS

Prudente avant une semaine chargée

La Bourse de Paris évolue prudemment lundi à l'orée d'une semaine marquée par la réunion de la Réserve fédérale américaine (Fed) et riche en résultats d'entreprises des deux côtés de l'Atlantique. Vers 09H50 (heure de Paris), le CAC 40 perdait 0,23% à 8.123,11 points, en recul de 19,94 points. Vendredi, l'indice vedette Parisien avait cédé 0,07% à 8.143,05 points, en recul de 5,84 points. Peu de rendez-vous sont à l'agenda ce lundi, avant une semaine riche en événements. "L'attention sera principalement portée sur le conseil des gouverneurs de la Réserve fédérale américaine", qui se réunit mardi et mercredi, relève Patrick Munnelly, spécialiste de la stratégie de marché pour Tickmill Group. Cette réunion se tiendra dans un contexte tendu, le président de l'institution Jerome Powell ayant révélé début janvier l'existence d'une procédure lancée par le ministère de la Justice

contre lui. Il a dénoncé une énième tentative d'intimidation de la Fed par l'exécutif. Donald Trump réclame depuis plusieurs mois davantage de baisses des taux de la part de l'institution financière, et la pression s'intensifie à l'approche des élections de mi-mandat à l'automne. Autre point d'attention des marchés cette semaine: la saison des résultats qui bat son plein, avec notamment mardi à Paris la publication annuelle du géant du luxe LVMH, première capitalisation de l'indice CAC 40. Aux Etats-Unis, plusieurs poids lourds de la tech seront aussi sous le feu des projecteurs, avec les résultats du quatrième trimestre de Meta et de Microsoft mercredi et d'Apple jeudi. Du côté du marché de la dette, le taux d'intérêt de l'emprunt français à échéance dix ans atteignait 3,47%, contre 3,49% vendredi en clôture.

Agence

BOURSE ZURICH

Accès de prudence dans une nébulosité prononcée

La Bourse suisse entamait la nouvelle semaine de la même manière qu'elle avait bouclé la précédente: à reculons. Dans un contexte géopolitique de moins en moins lisible, les investisseurs se ruaiient sur les valeurs refuges, propulsant notamment le prix de l'or à de nouveaux sommets. L'once de métal jaune a dans la nuit passé le cap symbolique des 5000 dollars, pour s'offrir en matinée la marque des 5100 dollars. "La semaine dernière s'est certes achevée sur une meilleure note qu'elle avait commencé. Les actions US et européennes avaient rebondi dans le sillage de la désescalade, mais le rétablissement restait limité

et fragile (...). L'ordre mondial se déplace et la confiance s'est évaporée. Il faudra du temps pour la restaurer," résume Ipek Ozkardeskaya, analyste chez Swissquote. Après avoir soufflé le froid sur le Groenland, le président étasunien Donald Trump avait déplacé son curseur vers l'Iran notamment. "Une escalade militaire dans la région assècherait immédiatement toute propension au risque sur les marchés actions mondiaux, avec pour conséquences logiques une flambée des prix du pétrole et une fuite vers des valeurs refuge telles que l'or," anticipe Frank Sohlleder, chez ActivTrades. La perspective d'un accord commer-

cial entre la Chine et le Canada suscitait par ailleurs l'ire de l'occupant de la Maison Blanche, qui menace désormais son grand voisin du nord de droits de douane punitifs. L'agenda conjoncturel du jour est désarmé, à l'exception d'un indicateur du climat des affaires en Allemagne, des commandes de biens durables aux Etats-Unis et d'un premier aperçu des nuitées hôtelières de décembre en Suisse. Nombre d'entreprises s'adonnaient toutefois à des publications imprévisibles de résultats préliminaires. A 09h10, le Swiss Market Index (SMI) cédait 0,17% à 13'125,78 points, le Swiss Leader Index (SLI) 0,11% à 2129,22 points et le Swiss

Performance Index (SPI) 0,20% à 18'184,84 points. Sur les trente valeurs vedettes, 18 progressaient, onze reculaient et le bon Lindt comme Straumann se tâtaient encore. Le paquebot alimentaire Nestlé (-0,7%) et le bon Roche (-0,4%) pesaient sur les indices. L'autre poids lourd pharmaceutique Novartis (+0,1%) modérait par contre le recul. UBS (+0,1%) ne profitait que mollement de commentaires élogieux de Jefferies comme de Kepler Cheuvreux. La lanterne rouge revenait au géant du ciment Amrize (-1,8%), sans indication particulière. En tête d'indice, le constructeur d'ascenseurs Schindler montait de 1,3%, soutenu par une recommandation à

l'achat formulée par Citigroup. Sur le marché élargi, Flughafen Zurich (-1,0%) pâtissait d'une rétrogradation à "neutral" de la recommandation pour son titre articulée par JPMorgan. Le sous-traitant pharmaceutique Bachem (+4,2%) profitait d'un coup de pouce de la Banque royale du Canada, qui a sensiblement relevé son objectif de cours. Le producteur d'instruments de mesure Inficon (-2,2%) a concrétisé des objectifs 2025 revus à la baisse à l'automne. L'équipementier de salles blanches Skan (-0,2%) a confirmé un avertissement sur résultats émis en novembre.

Agence

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر

BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 26 Janvier 2026

Valeur : 28 Janvier 2026

BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		129.3142	129.3292
1	EUR	EURO		152.8882	152.9318
1	GBP	POUND STERLING		176.4418	176.5104
100	JPY	JAPANESE YEN		83.8287	83.8439
1	CNY	CHINESE YUAN		18.5847	18.5893
1	CHF	SWISS FRANC		165.9364	166.0408
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		94.4106	94.4560
1	DKK	DANISH KRONE		20.4997	20.5031
1	SEK	SWEDISH KRONA		14.4801	14.4840
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		13.2350	13.2643
1	AED	UAE DIRHAM		35.2009	35.2146
1	SAR	SAUDI RIYAL		34.4838	34.4896
1	KWD	KUWAITI DINAR		423.8420	424.0302
1	TND	TUNISIAN DINAR		44.1939	44.6381
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.1202	14.1218
1	LYD	LIBYAN DINAR		20.2665	20.3703
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.2500	3.2601
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		176.7147	176.7147

OTTAWA RECULE FACE À WASHINGTON

Le Canada renonce à tout accord de libre-échange avec la Chine

Sous la menace de sanctions économiques américaines, le gouvernement canadien a annoncé, dimanche, qu’il ne signerait pas d’accord de libre-échange avec Pékin. Si Ottawa assure vouloir préserver ses relations économiques avec la Chine, le Premier ministre Mark Carney a tenu à rassurer Washington sur le respect des engagements du Canada dans le cadre du traité commercial nord-américain.

Par R. I.

« Le Canada n’a aucune intention de conclure un accord de libre-échange avec la Chine », a affirmé Mark Carney à l’issue de sa visite officielle à Pékin, le 16 janvier. Ces déclarations interviennent 48 heures après une série de messages virulents publiés par le président américain Donald Trump sur le réseau Truth Social, dans lesquels il menaçait d’imposer une surtaxe douanière de 100 % sur les exportations canadiennes si Ottawa persistait dans ses négociations avec Pékin. Trump a accusé le Canada de vouloir devenir une « porte d’entrée » pour les produits chinois sur le marché nord-américain. « Si le gouverneur Carney pense faire du Canada un simple point de transit pour que la Chine envoie des biens aux États-Unis, il se trompe lourdement », a-t-il écrit, dénonçant le risque d’un « détournement industriel ». Le président américain est allé plus loin, accusant la Chine de « prendre le contrôle complet du Canada » avant de conclure sur un ton ironique : «

J’espère seulement qu’ils laisseront le hockey sur glace tranquille ».

Ottawa apaise le jeu

Face à ces accusations, Mark Carney a tenu à clarifier la position du Canada. Selon lui, sa visite en Chine visait uniquement à renforcer le dialogue commercial bilatéral et à régler plusieurs différends tarifaires hérités de la période post-pandémique, mais en aucun cas à conclure un accord de libre-échange complet. L’accord signé à Pékin, présenté comme « préliminaire », porte essentiellement sur la réduction de certains droits de douane, notamment sur les véhicules électriques. Il permettrait à la Chine d’exporter près de 49 000 véhicules par an vers le Canada à un taux préférentiel de 6,1 %. Ottawa y voit une « résolution partielle de questions tarifaires importantes » et non un traité global comparable à l’accord Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM). « Le Canada respecte scrupuleusement ses obligations vis-à-vis de ses partenaires nord-américains

», a insisté Carney. « Nous ne concluons aucun accord commercial qui puisse menacer l’équilibre économique de la région. »

Pékin temporise, Washington reste méfiant

De son côté, le ministère chinois du Commerce a tenté de calmer les tensions en précisant que cet accord « ne vise aucune tierce partie » et qu’il s’inscrit simplement dans une logique de coopération « gagnant-gagnant ». Mais à Washington, la prudence reste de mise. Le secrétaire américain au Trésor, Scott Bessent, a confirmé que la surtaxe de 100 % promise par Donald Trump s’appliquerait « si Ottawa franchit la ligne rouge d’un véritable accord de libre-échange ». Pour le Canada, pris entre deux géants économiques, l’épisode illustre une fois de plus l’étroite marge de manœuvre dont il dispose dans sa politique commerciale. Si Mark Carney a temporairement évité une crise ouverte avec son allié américain, les ambitions canadiennes de diversifier ses partenariats économiques avec l’Asie pourraient, elles, être durablement compromises.

ROYAUME-UNI

L’inflation accélère en décembre à 3,4% sur un an

L’inflation a progressé en décembre au Royaume-Uni, à 3,4% sur un an, a annoncé mercredi l’Office national des statistiques (ONS), un chiffre légèrement supérieur aux 3,3% attendus par les analystes, qui met le gouvernement travailliste sous pression. Après une inflation de 3,2% en novembre, l’accélération de décembre est la première augmentation depuis cinq mois. Elle renforce les doutes sur une baisse des taux de la Banque d’Angleterre lors de sa prochaine réunion, le 5 février, après celle décidée en décembre. "Nous nous attendons à ce que la Banque d’Angleterre reste en statu

quo pendant au moins les deux prochaines réunions, même si une baisse des taux au printemps demeure probable si l’inflation se modère comme prévu", a souligné Matthew Ryan, analyste chez Ebury. "La trajectoire vers l’objectif de 2% de la Banque d’Angleterre sera loin d’être un long fleuve tranquille", a-t-il ajouté. L’accélération de l’inflation le mois dernier s’explique notamment par la progression des prix du tabac et de certains produits alimentaires, ainsi que par des tarifs aériens en hausse plus marquée qu’il y a un an, selon Grant Fitzner, économiste en chef de l’ONS. Ces facteurs ont été en partie com-

pensés par un ralentissement de l’inflation des loyers ainsi que par la baisse des prix de certains biens et services de loisirs et culturels. "Il reste encore du travail", a réagi dans un communiqué la ministre des Finances, Rachel Reeves, promettant que sa "priorité numéro un est de réduire le coût de la vie". Le gouvernement britannique peine à tenir sa promesse de retour de la croissance économique dans un contexte mondial perturbé, notamment par les menaces commerciales de Donald Trump. Le Royaume-Uni a enregistré en novembre une croissance plus forte

qu’attendu, à 0,3%, mais le gouvernement doit composer avec un taux de chômage au plus haut depuis cinq ans dans le pays, à 5,1%. Concernant la banque centrale britannique, "les marchés anticipent toujours seulement une ou deux baisses de taux d’intérêt en 2026, avec un calendrier encore incertain", a noté Danni Hewson, analyste chez AJ Bell. "Mais compte tenu du climat géopolitique actuel et des inquiétudes liées à l’intensification des tensions commerciales, peu de gens voudraient parier sur l’état du contexte économique dans six mois", a-t-elle relevé. Agence

SELON LE SENAT FRANÇAIS

La part de marché de la France est passée de 15 à 7,5% sur le continent africain

Synthèse R. I.

Dans un contexte de tensions commerciales et géopolitiques accrues, le continent africain devient un marché économique concurrentiel, sur lequel lorgnent les grandes puissances. Un défi de taille pour l’Union européenne, qui gagnerait à y renforcer sa présence, selon un récent rapport sénatorial. C’est un continent qui concentre d’importants gisements de minerais stratégiques, du cuivre au lithium, en passant par le cobalt, indispensables aux batteries électriques, à la construction d’éoliennes ou encore dans l’industrie de la défense. Alors que le continent africain aiguise l’intérêt de pays comme les États-Unis ou la Chine, l’Union européenne doit consolider sa place de partenaire avec les pays africains, recommande un rapport sénatorial sur la nouvelle donne du commerce mondial, publié en décembre dernier. "Au-delà des enjeux liés aux matières premières critiques, l’Afrique représente un important potentiel de croissance pour les entreprises européennes", affirme le document, qui avertit que "sans présence économique durable, le marché

africain pourrait être perdu au profit d’autres acteurs". "C’est désormais un espace de concurrence économique intense, où s’affrontent puissances établies et nouveaux acteurs, tandis que les États africains affirment davantage leurs priorités stratégiques et diversifient leurs partenariats", déclare le sénateur Jean-Luc Ruelle, co-rapporteur du document. Il cite notamment la Chine, la Turquie, les pays du Golfe, l’Inde et la Russie, qui "occupent désormais des positions visibles dans de nombreux secteurs stratégiques. Quant à la France, sa présence économique s’est "progressivement érodée au cours des 20 dernières années, passant de 15% de part de marché à 7,5%." L’Union européenne est "le principal partenaire commercial du continent", avec un volume d’échange de 355 milliards d’euros en 2024: les importations européennes depuis l’Afrique représentaient 188,5 milliards d’euros et les exportations de l’UE vers l’Afrique 166,1 milliards d’euros, selon les données de la Commission européenne. Des accords commerciaux préférentiels permettent par ailleurs à 90% des exportations africaines de pénétrer le marché européen en franchise de droits. Cependant, le pouvoir d’achat est encore

insuffisant, face aux produits moins chers venus de Chine, de Turquie ou encore d’Asie du Sud-Est. "Cette situation doit conduire les entreprises européennes à développer des biens et services adaptés aux marchés africains", préconise le rapport. Selon les données agrégées dans le document, le continent africain recèle 30% des "réserves connues" de minerais stratégiques, dont plus de 50% des réserves de cobalt et de manganèse et plus de 20% de bauxite (utilisé pour la production d’aluminium) et de cuivre. L’Afrique assure "plus des deux tiers de la production mondiale de cobalt", 30% de celle du lithium et 15% des terres rares – au cœur des enjeux géostratégiques et économiques, alors que la Chine dispose d’une situation de quasi-monopole sur cette industrie. Le deuxième plus grand pays d’Afrique, la République démocratique du Congo, concentre l’essentiel de la production de cobalt et avait stoppé son exportation pendant sept mois, de février à septembre 2025, avant de reprendre en instaurant des quotas. Un conflit qui dure depuis plus de trois décennies ravage l’Est du pays et la présence de nombreux groupes armés se répercute fortement sur l’activité minière.

AUTRICHE L’industrie montre des signes de stabilisation

L’Autriche est en passe de se remettre de la crise économique déclenchée par la pandémie et la guerre en Ukraine, a annoncé la Fédération des industries autrichiennes. Un potentiel de reprise supplémentaire est également attendu pour le secteur des services, principalement le tourisme et les loisirs, car les restrictions liées à la pandémie ont maintenant été en grande partie levées pour ces derniers. L’Autriche est en passe de se remettre de la crise économique déclenchée par la pandémie et la guerre en Ukraine, a annoncé la Fédération des industries autrichiennes. Les prix à la production ont dépassé le sommet de la courbe, ce qui implique une diminution progressive de la pression sur les coûts, en particulier pour l’industrie. La normalisation des prix des principales matières premières, une baisse prononcée des taux de fret dans le transport international de marchandises et une atténuation continue des perturbations de la chaîne d’approvisionnement y ont contribué. Un potentiel de reprise supplémentaire est également attendu pour le secteur des services, principalement le tourisme et les loisirs, les restrictions liées à la pandémie ayant été en grande partie levées pour ces derniers. « La dernière enquête conjoncturelle de l’IV montre des signes de stabilisation économique », a déclaré Christoph Neumayer, secrétaire général de la Fédération des industries autrichiennes, IV en abrégé, lors d’une conférence de presse mardi (24 janvier). « Bien que l’appréciation des entreprises sur la situation actuelle des affaires continue de se dégrader, la dynamique de récession dans l’industrie devrait s’affaiblir au cours des six prochains mois », a-t-il ajouté. Cela rendrait plus probable le retour à une trajectoire expansionniste à partir du milieu de 2023. Selon l’économiste en chef de l’IV, Christian Helmenstein, il est possible d’éviter un recul considérable de la production économique, qui est également dû aux « énormes dépenses publiques des États membres de l’UE pour amortir les effets de l’inflation ». Selon les projections actuelles, les dépenses s’élèvent à 7 % pour l’Autriche et l’Allemagne. « La situation commence à s’améliorer, à condition qu’il n’y ait pas d’escalade de la guerre en Ukraine ou d’autres chocs négatifs imprévus », a souligné M. Helmenstein. Agence

PIRATAGE D'ÉTAT

Quand la Chine et la Russie s'engouffrent dans les serveurs VMware non mis à jour

Broadcom a corrigé une faille de VMware vCenter Server en juin 2024. Des attaquants l'exploitent aujourd'hui, et la CISA américaine vient de l'ajouter à son catalogue des vulnérabilités utilisées en conditions réelles.

Le fournisseur de semi-conducteurs et de télécommunication Broadcom a publié vendredi une mise à jour de son avis de sécurité du 18 juin 2024. L'entreprise confirme que la CVE-2024-37079 fait l'objet d'attaques concrètes. Cette vulnérabilité touche VMware vCenter Server et obtient un score de 9,8 sur 10 sur l'échelle CVSS. Un attaquant qui accède au réseau vCenter peut envoyer des paquets spécialement conçus pour exécuter du code à distance sur le serveur. La faille se situe dans l'implémentation du protocole DCERPC que vCenter utilise pour permettre à un logiciel d'exécuter des procédures sur un système distant via le réseau.

Le même jour, l'Agence américaine de cybersécurité et de sécurité des infrastructures a ajouté cette faille à son catalogue KEV. Les agences fédérales américaines ont jusqu'au 13 février pour déployer le correctif. Broadcom avait pourtant publié ce correctif il y a plus d'un an et demi. Les entreprises qui ne l'ont pas appliqué laissent leurs serveurs de virtualisation à la merci d'attaquants qui disposent désormais de toutes les informations techniques nécessaires pour les compromettre.

Des groupes chinois déjà actifs sur des failles similaires

Caitlin Condon dirige la recherche en sécurité chez VulnCheck. Elle rappelle que l'infrastructure de virtualisation attire au-



tant les cybercriminels motivés par l'argent que les pirates soutenus par des gouvernements. « La vulnérabilité CVE-2023-34048, une faille antérieure du protocole DCERPC de vCenter Server, a été exploitée par au moins trois acteurs de la menace liés à la Chine », explique-t-elle. Fire Ant, Warp Panda et UNC3886 ont tous ciblé cette même infrastructure. Les détails techniques de la CVE-2024-37079 circulent publiquement depuis plus d'un an. « Il n'est pas très surprenant que

cette vulnérabilité ait été exploitée concrètement », analyse-t-elle. Les groupes parainés par des États exploitent de manière opportuniste les informations publiques sur les vulnérabilités, même anciennes, pour mener de nouvelles attaques. La Russie a de son côté envahi les messageries des dirigeants de Microsoft tandis que la Chine s'est attaquée aux serveurs vCenter. Ces deux pays coordonnent leurs offensives sur des infrastructures que les entreprises considèrent comme

critiques mais qu'elles ne protègent pas toujours avec le niveau de vigilance requis.

Un accès déjà établi dans les réseaux ciblés

Broadcom n'a fourni aucun détail sur l'étendue de l'exploitation de la faille ni répondu aux questions concernant son utilisation abusive. La CISA indique de son côté que l'usage de cette vulnérabilité dans des campagnes de ransomware reste « inconnu » pour le moment. Caitlin Condon souligne toutefois un point technique important. « vCenter Server ne devrait jamais être exposé à Internet », précise-t-elle. L'adversaire avait donc probablement déjà un point d'appui dans l'environnement de sa victime avant d'exploiter la faille.

Les attaquants ne profitent donc pas d'une exposition directe sur Internet mais d'un accès préalable au réseau interne. Ils associent plusieurs techniques pour progresser dans l'infrastructure, et la faille de vCenter leur offre un moyen d'escalader leurs privilèges ou d'exécuter du code sur des serveurs qu'ils n'auraient pas pu compromettre autrement. Les entreprises qui ont reporté le déploiement du correctif de juin 2024 découvrent aujourd'hui que leurs serveurs de virtualisation peuvent servir de tremplin à des opérations d'espionnage ou de sabotage pilotées depuis Pékin ou Moscou. Mieux vaut tard que jamais pour mettre à jour les serveurs.

149 millions d'identifiants Gmail, Facebook et Roblox découverts dans un fichier public

Un chercheur en cybersécurité a mis la main sur 149 millions d'identifiants volés, accessibles en ligne sans aucune protection. Gmail, Facebook, Netflix, des sites gouvernementaux et même OnlyFans sont touchés.

Jérémy Fowler, chercheur expérimenté en sécurité informatique, est tombé sur une base de données ouverte hébergée sur le cloud. 96 Go de fichiers bruts, sans mot de passe ni chiffrement. À l'intérieur, 149 404 754 combinaisons d'identifiants uniques, chacune accompagnée de l'adresse e-mail ou du nom d'utilisateur, du mot de passe en clair et de l'URL exacte de connexion. Des milliers d'échantillons vérifiés par le chercheur permettent de mesurer les dégâts. Gmail totalise 48 millions de comptes exposés, Facebook 17 millions, Instagram 6,5 millions. Yahoo, Outlook, iCloud, mais aussi Netflix, TikTok, Binance et même des adresses .gov se retrouvent dans le lot. Une vraie caverne d'Ali Baba, sans le mot de passe.

« Cette base de données ressemble à une liste de souhaits pour criminels », explique Jérémy Fowler dans son rapport publié sur ExpressVPN. Le chercheur a signalé la découverte au fournisseur d'hébergement, mais la réponse a tardé. Un mois et plusieurs relances plus tard, l'hébergeur a fini par suspendre le service après avoir invoqué une violation de ses conditions d'utilisation. Entre-temps, le nombre d'entrées avait gonflé, ce qui montre que l'accumulation des données avait continué son petit

bonhomme de chemin pendant que la base restait exposée. Personne ne sait combien de personnes ont pu y accéder avant cette découverte.

Ce fichier n'est pas une « fuite » de plateformes, mais l'aboutissement industriel des logiciels de vol d'identifiant

Google a réagi rapidement après la découverte. Un porte-parole a déclaré que les équipes surveillent en permanence ce type de menace externe et que des protections automatisées verrouillent les comptes dès qu'une exposition est détectée, avec réinitialisation forcée du mot de passe. Meta, Microsoft, Apple et Netflix n'ont pas commenté malgré les sollicitations, alors que des millions de comptes liés à leurs services sont potentiellement compromis. Les 149 millions d'identifiants ne proviennent pas d'un piratage direct des plateformes. Des logiciels malveillants de type infostealer, installés sur des ordinateurs et téléphones infectés, souvent depuis longtemps, les ont collectés. Ces programmes siphonnent mots de passe, cookies de session, jetons d'authentification, URL de connexion et même les frappes clavier. Une fois récoltées, les données sont centralisées dans une base cloud mal configurée, laissée ouverte sans chiffrement. La base elle-même a été conçue pour l'exploitation industrielle. Les fichiers sont indexés par chemins inversés du type « com.exemple.utilisateur.machine » pour faciliter les recherches automatisées. Chaque

ligne de log possède un identifiant haché unique, ce qui évite les doublons et accélère l'exploitation. Allan Liska, analyste chez Recorded Future, souligne que l'économie des infostealers a abaissé drastiquement la barrière d'entrée pour les cybercriminels. « Louer une infrastructure populaire coûte entre 200 et 300 dollars par mois », précise-t-il dans une déclaration reprise par Wired. Pour le prix d'une mensualité de voiture, n'importe qui peut accéder à des centaines de milliers d'identifiants volés chaque mois. L'affaire ne pointe pas une faille ponctuelle chez un géant de la tech, mais une chaîne de production à grande échelle. Les infostealers se déploient via des pièces jointes malveillantes, de fausses mises à jour logicielles, des extensions de navigateur compromises ou des publicités trompeuses. Une fois installés, ils tournent en silence, transmettent régulièrement leurs récoltes vers des serveurs centralisés. Les volumes augmentent en continu et alimentent un marché noir florissant au sein duquel ces données sont revendues sur des forums clandestins.

L'exposition de ces identifiants crée un risque systémique, bien au-delà des comptes individuels

La gravité de l'incident tient autant au volume qu'à la diversité des comptes concernés. Messageries personnelles et professionnelles, réseaux sociaux, plateformes de streaming, services financiers, porte-

feuilles crypto, sites de rencontre, et même des domaines gouvernementaux et universitaires (.gov, .edu) composent la liste. Jeremie Fowler a identifié des accès à des comptes de plusieurs pays, ce qui élargit encore le spectre des risques. D'abord, l'automatisation du bourrage d'identifiants. Cette technique consiste à tester des combinaisons email-mot de passe sur différents services jusqu'à trouver une correspondance. Avec l'URL de connexion fournie directement dans la base, les attaquants peuvent cibler précisément les plateformes et multiplier les tentatives. Ensuite, le phishing devient terriblement crédible car les criminels peuvent envoyer des messages faisant référence à de vrais comptes, ce qui augmente les chances que les victimes mordent à l'hameçon.

Les criminels peuvent vider les comptes bancaires et crypto exposés. Les profils OnlyFans et sites de rencontre, eux, peuvent servir à l'extorsion en menaçant de divulguer des conversations ou images privées. Quant aux accès gouvernementaux, même limités, ils représentent un risque pour la sécurité publique et nationale, comme le compte administratif d'un site Word-Press gouvernemental brésilien, visible dans les échantillons vérifiés. « Ces identifiants peuvent être utilisés pour du phishing ciblé, de l'usurpation d'identité ou comme point d'entrée dans des réseaux gouvernementaux », avertit le chercheur. Sauf que même lorsque les plate-

formes détectent et verrouillent des comptes compromis, les appareils infectés continuent de voler les nouveaux mots de passe. Un simple changement de code d'accès ne suffit donc pas si le terminal reste contaminé. Le logiciel malveillant capte immédiatement la nouvelle combinaison et la transmet aux serveurs de collecte. Jeremie Fowler insiste sur ce point dans son rapport. « Si l'appareil est infecté, changer de mot de passe ne sert à rien car le nouveau sera aussi volé ». Seuls 66 % des adultes américains utilisaient un antivirus en 2025, selon un rapport cité par le chercheur. Cela laisse des milliards d'appareils vulnérables à ce type de malware. Les plateformes peuvent durcir leurs protections, imposer l'authentification à deux facteurs et surveiller les connexions suspectes, mais tant que les terminaux restent compromis, le vol d'identifiants se perpétue. Les utilisateurs doivent alors adopter des pratiques de sécurité rigoureuses et installer un antivirus à jour, utiliser des mots de passe uniques via un gestionnaire, activer la double authentification systématique, vérifier régulièrement les extensions de navigateur et les permissions d'applications. Jeremie Fowler conclut son rapport en rappelant que même les cybercriminels ne sont pas à l'abri des fuites de données, mais que cette ironie ne réduit en rien les risques pour les victimes dont les identifiants circulent désormais sur le dark web.

Quelle marque a rappelé le plus de voitures au garage en 2025 ?

Dans l'automobile, l'année 2025 a été rythmée par une multitude de rappels plus ou importants, qu'ils soient liés à l'interminable affaire des airbags Takata ou non. Mais savez-vous quels sont les constructeurs qui ont organisé le plus d'opérations de retour en atelier ? Pour répondre à cette question, des professionnels ont épluché le site officiel de l'Union européenne, Rapex, afin d'établir un classement. Les résultats sont parfois surprenants, même s'ils restent à prendre avec des pincettes puisque beaucoup de marques préfèrent organiser des correctifs "cachés" aux yeux du grand public.

Vous avez l'impression que les rappels sont de plus en plus nombreux dans l'automobile ? Vous n'avez pas forcément tort. Sur le site officiel de l'Union européenne Rapex, nous avons recensé pas moins de 317 campagnes de retour en atelier en 2025, soit quasiment une par jour. C'est 17 de plus qu'en 2024. Mais tous les constructeurs ne sont pas logés à la même enseigne.

Des "faux rappels" qui restent parfois bien cachés

Certains n'ont même lancé aucun rappel officiel l'année dernière, à l'image de MG, Abarth ou Cupra. Cela ne les a cependant pas empêché de proposer parfois des correctifs pour certains de leurs modèles, comme l'a par exemple fait Renault avec un souci de boîte de vitesses sur plus de 150 000 voitures hybrides. Le losange a simplement évité de signaler cette "opération technique spéciale" aux autorités, puisqu'il a seulement obligation de le faire quand la sécurité ou l'environnement sont clairement mis en jeu. Beaucoup de marques sont très friandes de ce type d'action plus ou moins cachée, qui se montrent moins onéreuses à organiser qu'un vrai rappel. Tout en évitant une médiatisation qu'ils jugent souvent négative pour leur image. N'hésitez d'ailleurs pas à écrire sur notre formulaire fiabilité si votre véhicule a été concerné par ce genre d'opération, car elles sont souvent effectuées lors des révisions et peuvent très facilement passer sous nos radars.

Quels constructeurs ont organisé le plus de rappels en 2025 ?

A contrario, d'autres constructeurs ont lancé de nombreux rappels "classiques" au cours des douze derniers mois. C'est tout particulièrement le cas de Mercedes, qui arrive à la première place avec 26 campagnes. La marque premium allemande figurait d'ailleurs déjà parmi celles qui avaient organisé le plus grand nombre de rappels en 2025, aux côtés de son rival BMW, beaucoup moins touché cette année. Juste derrière, on retrouve cette fois Peugeot et ses 25 retours en atelier, puis Kia qui a fait revenir à 24 reprises des véhicules au garage. Deux autres labels du groupe Stellantis, Opel et Citroën, figurent aussi dans le top 5, même si les Chevrans partagent leur cinquième position avec Volkswagen.

Une année 2025 marquée par l'affaire Takata

A l'heure actuelle, le site Rapex ne permet malheureusement pas de connaître le nombre de véhicules concernés par toutes ces opérations, contrairement à celui qui propose la puissante agence



Le top 15 des marques qui ont lancé le plus de rappels en 2025

Marque	Nombre de rappels 2025	Nombre de rappels 2024
Mercedes	26 rappels	11 rappels
Peugeot	25 rappels	13 rappels
Kia	24 rappels	11 rappels
Opel	23 rappels	15 rappels
Citroën	19 rappels	18 rappels
Volkswagen	19 rappels	15 rappels
BMW	17 rappels	15 rappels
Ford	17 rappels	16 rappels
Audi	16 rappels	11 rappels
Hyundai	14 rappels	12 rappels
Tesla	14 rappels	16 rappels
DS Automobiles	12 rappels	9 rappels
Renault	10 rappels	17 rappels
Nissan	8 rappels	1 rappels
Proton	7 rappels	1 rappels

nord-américaine NHTSA. Même topo pour le très perfectible Rappel Conso en France. C'est regrettable, car ces rappels peuvent aussi bien toucher une dizaine de voitures dans le monde que plusieurs millions ! Pour vous fournir cette information, nous sommes donc obligés de contacter les constructeurs, plus ou moins enclins à collaborer. Dans ce registre, l'année 2025 a en outre

été assez particulière. Le retour au premier plan de l'affaire des airbags Takata a poussé Citroën, Toyota, Mercedes ou encore le groupe Volkswagen à faire immobiliser des centaines de milliers de véhicules. Ce type de rappel un peu particulier, encore très rare et très récent en Europe, est dit "Stop Drive". Il peut même désormais faire l'objet d'une contre-visite au contrôle technique en France. Depuis l'an dernier, dans l'Hexagone, toute une flopée de mesures ont ainsi été prises pour tenter d'accélérer enfin les remplacements de coussins défectueux... même si l'objectif d'en finir dès 2026 avec ce scandale industriel majeur reste cependant très ambigü.

Plusieurs rappels de grande ampleur dans le groupe Stellantis

D'autres campagnes d'importance ont aussi fait beaucoup parler, à commencer par le rappel de 900 000 véhicules Citroën, DS, Opel ou Peugeot à moteur 1.5 BlueHDi. Une fois n'est pas coutume, il s'agissait d'ailleurs de répondre à un problème de fiabilité plutôt que de sécurité ou d'environnement. Le groupe Stellantis aurait donc pu intervenir de manière plus discrète, sans signaler cette intervention aux autorités. Mais il a préféré le faire de manière plus transparente, alors que les dysfonctionnements de ce quatre-cylindres diesel commençaient à susciter une grogne grandissante. L'entreprise euro-améri-

caine a également fait revenir plus de 200 000 véhicules en France équipés du trois-cylindres essence qui succède au 1.2 PureTech, cette fois pour un risque d'incendie, ou encore plus de 240 000 Peugeot 308 d'ancienne génération dans le monde pour un défaut de ceinture de sécurité.

Quels groupes automobiles ont lancé le plus de rappels ?

Au total, Stellantis a ainsi organisé pas moins de 95 campagnes de rappel, contre seulement 47 pour le groupe Volkswagen et 38 pour Hyundai-Kia. Sachez toutefois que bon nombre de ces opérations ont porté sur des utilitaires ou leurs dérivés. Or sur ce type de véhicule, la multinationale issue de la fusion entre PSA et Fiat-Chrysler propose beaucoup plus de modèles que tous ses concurrents. L'écart se réduit ainsi en excluant ces véhicules, qu'on retrouve parfois aussi avec le logo Toyota pour la gamme Proace. Mais le constructeur et sa filiale Lexus ont tout de même fait revenir plus de 90 000 véhicules "100 % maison" cet été, en dépit de leur réputation de fiabilité. Une réputation qui a aussi été glanée en n'hésitant pas à organiser des rappels de manière assez réactive, sans attendre que le problème ait trop le temps de se propager. Le fait qu'un constructeur ou un groupe lance beaucoup d'opérations de ce type n'est donc pas toujours une mauvaise chose, même s'il n'est évidemment jamais très agréable de devoir ramener son véhicule au garage.

Les 10 groupes qui ont lancé le plus de rappels en 2025

Groupe automobile	Nombre de rappels avec utilitaires*	Nombre de rappels sans utilitaires*
Stellantis	40 rappels	55 rappels
Volkswagen	47 rappels	11 rappels
Hyundai-Kia	11 rappels	21 rappels
BMW Group	27 rappels	17 rappels
Mercedes	26 rappels	21 rappels
Ford	17 rappels	16 rappels
Renault-Nissan	15 rappels	10 rappels
Tesla-Lexus	14 rappels	9 rappels
Citroën (Peugeot, Opel)	8 rappels	9 rappels
Toyota-Lexus	8 rappels	11 rappels

*Classement obtenu en excluant les rappels qui concernent uniquement des utilitaires et/ou leurs dérivés destinés aux particuliers (y compris les ludospaces). En revanche, nous avons bien gardé les rappels qui concernent aussi bien des voitures particulières que des utilitaires.

Mots fléchés

Pauvreté	↘	Frénésies	↘	Troisième personne	↘	Esprit	↘	Terme de répétition	↘	Enfin !	→		
Gentiment		Liquides condimentés		Sottement		Mystère				Vice	↘	Prénom étranger	Dénégation
	↘		↘		↘		↘						Volumes de bois
Prudence	→							Chefs	→				
Coiffure													
	↘				Dirigeant yougoslave		Petite trompe	→					
							Saisons	↘					
Sourire	→							Cervidé	→				
Tranquille													
	↘		Petit morceau	→						Ce qu'on respire	→		
										Effluves	↘		
Abri douillet		Intestin		Personne	→			Nationaliser		Braise		Grand lac	Brais
	↘			Arbres	→				↘				
			Ossuaire										
Nonchalant	→					Télégramme		Haute coiffure	→				Délogement
Blessé													
	↘			Arme automatique	→			Établit	→				
				Courbe	↘								
Agacé		Figure géométrique	→					Division d'un ouvrage	→				Copain
	↘	Éliminer											
						Galerie	→					Ante meridiem	→
						Raciste	↘					Voisin de la morue	↘
Culotte		Prières	→					Habitante d'un département		Propage	→		
	↘	Personnage de la table ronde											
				Note de musique	Première femme	→				Paysage		Eau-de-vie	→
Commune du nord	→					Licorne des mers	→						Se révolter
Frère de mon père													
	↘					Métal précieux	→		Pierre tombale		Dune désertique	→	
Ancienne Europe	→			Frère de Caïn		Place	→				Magicienne	→	
Après bis											Connais		
	↘												
			Ceinture jaune	↘		Tube	→			Ancienne Thaïlande	→		
Sépulture		Fleuve russe	→			Risque	→			Être supérieur	→		
	↘	Actionné								Manillon	↘		
						Criai	→					Indium	→
Recouverte de tuiles	→							Broussaille	→				

Le gaspillage alimentaire mondial pourrait coûter 540 milliards \$ en 2026

Le gaspillage alimentaire est l'un des principaux fléaux du système alimentaire mondial, avec les pertes post-récolte. Le phénomène continue de prendre de l'ampleur en dépit des nombreux appels à des actions urgentes sur ces dernières années. En 2026, le coût financier global du gaspillage alimentaire est attendu à 540 milliards USD, contre 526 milliards USD un an plus tôt. C'est ce qu'estime le fournisseur de solutions d'étiquetage et d'emballage Avery Dennison dans une étude publiée début janvier.



PÉTROLE

Le Brent à plus de 66 dollars

Les prix du pétrole brut étaient en légère hausse, lundi, consolidant leurs gains précédents en raison notamment de perturbations de l'offre sur le marché, ainsi que les risques géopolitiques persistants. Durant les séances matinales, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en mars, grappillait 0,38% à 66,13 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison le même mois, prenait tout juste 0,31% à 61,26 dollars. Les deux références avaient terminé la séance de vendredi à leur niveau le plus élevé depuis le 14 janvier dernier.

MONNAIES

Le dollar en baisse face à l'euro

Le dollar était en baisse, lundi, face aux autres monnaies, impacté par le climat d'incertitudes aux Etats-Unis qui détourne les investisseurs des obligations d'Etat. Le billet vert lâchait 0,27% à l'euro, à 1,1861 dollar, tandis que le yen continuait de bondir sur des attentes accrues de hausse des taux et d'une intervention des autorités. La devise japonaise progressait de 1,20% à 153,84 yens pour un dollar. Le climat d'incertitudes aux Etats-Unis détourne les investisseurs du dollar et des obligations d'Etat, au profit de l'or, qui a grimpé lundi à un nouveau sommet historique, à plus de 5.100 dollars l'once. En outre, les analystes s'attendent à ce que la Réserve fédérale (Fed), qui se réunit de mardi à mercredi, maintienne ses taux directeurs inchangés.

PRÉSIDENTE

Tebboune reçoit le SG adjoint de l'ONU, secrétaire exécutif de la CEA

Le président de la République M. Abdelmadjid Tebboune a reçu, lundi, le Secrétaire général adjoint des Nations unies, secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) Claver Gatete. L'audience s'est déroulée en présence du directeur de Cabinet de la Présidence de la République, M. Boualem Boualem, du ministre des Finances Abdelkrim Bouzred, ainsi que Amar Abba, conseiller auprès du président de la République chargé des affaires diplomatiques.

STATUT PARTICULIER DES FONCTIONNAIRES DES CORPS SPÉCIFIQUES

Le ministre Sadaoui tient une rencontre de concertation avec les syndicats agréés

Par APS

Le ministre de l'Education nationale, Mohammed Seghir Sadaoui, a tenu, hier à Alger, une rencontre de concertation et de coordination avec les responsables des organisations syndicales agréées auprès du secteur, dans le cadre de la poursuite des discussions autour de l'avant-projet d'amendement du décret exécutif 25-54 portant statut particulier des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'Education nationale. Dans une allocution à l'ouverture de cette rencontre, à laquelle ont pris part des représentants du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale ainsi que de la Direction générale de la fonction publique (DGFP) et des cadres du ministère et des représentants des organisations syndicales agréées, M. Sadaoui a précisé que cette réunion s'ins-

crit dans le cadre de "la poursuite des discussions autour de cet amendement, notamment en ce qui concerne les fonctionnaires des services économiques, ainsi que le parachèvement de la coordination avec le ministère du Travail". Dans ce sillage, le ministre a rappelé les différentes étapes du travail accompli, depuis les premières et deuxièmes sessions de dialogue, en passant par l'élaboration d'une première mouture de ce projet de loi, jusqu'à la réception des observations et leur reformulation, dans l'objectif d'atteindre le plus haut niveau de consensus avant la présentation du projet aux instances gouvernementales compétentes. L'objectif principal de cette démarche est "l'amélioration des conditions de travail des fonctionnaires et le renforcement de la stabilité et du confort professionnels, en adéquation avec les orientations du

gouvernement et les priorités du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune", a-t-il relevé, soulignant "l'importance d'une implication effective des organisations syndicales et du recours aux expertises techniques et financières chaque fois que nécessaire". Evoquant la situation des membres des organisations syndicales, le ministre a indiqué que "certaines procédures administratives demeurent provisoirement différées jusqu'au parachèvement de la coordination avec le ministère du Travail et de la mise à jour des listes, afin de garantir ultérieurement un traitement automatisé précis et transparent". A cet égard, le ministre a réitéré "l'engagement du ministère à poursuivre le dialogue constructif avec l'ensemble des partenaires sociaux, dans l'intérêt de la famille éducative et en vue de renforcer la stabilité au sein du secteur".

LE SECTEUR DE LA FORMATION ET DE L'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNELS

Un réservoir de compétences et vecteur de diversification économique

Synthèse R.E.

La ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Nacima Arhab, a déclaré, hier à Alger, que son secteur constitue un réservoir de compétences nationales et un vecteur de diversification économique. Dans une allocution à l'ouverture des travaux d'une journée parlementaire organisée par le Conseil de la nation sur «l'enseignement professionnel en Algérie: réalités et perspec-

tives», en présence de ministres, de cadres supérieurs, de responsables d'organismes nationaux et de parlementaires, Mme Arhab a précisé que son secteur constitue «un réservoir de compétences nationales, un moteur socioéconomique important pour s'affranchir de la dépendance aux hydrocarbures ainsi qu'un vecteur de diversification économique». La formation professionnelle représente «l'épine dorsale du développement économique et un

outil de transformation du potentiel humain jeune, en richesse nationale, à travers l'adaptation de la formation au service de l'économie et des principaux secteurs de développement». A cette occasion, la ministre a rappelé la vision du président de la République M. Abdelmadjid Tebboune, fondée sur «le soutien à la formation de la jeunesse en tant que capital ainsi que l'encouragement de l'innovation», précisant que l'Etat a mobilisé tous les moyens et pris toutes les

mesures pour promouvoir le secteur de l'enseignement professionnel, notamment «l'extension du réseau des établissements de formation et des instituts spécialisés ainsi que des établissements privés agréés, la création de centres d'entrepreneuriat et de centres d'excellence, qui constituent un noyau stratégique dans le plan de réforme du système de la formation professionnelle, en offrant une formation de haute qualité».

ENERGIE

Le prix du gaz en hausse sur le marché international

Les prix du gaz grimpent lundi en raison de températures glaciales, notamment aux Etats-Unis où s'est abattue une tempête hivernale. Le gaz naturel américain a atteint un nouveau sommet depuis 2022, à 6,293 dollars par million de British thermal unit (BTU, une unité de mesure anglo-saxonne). En Europe, il grimpait lundi de 17,55% par

rapport à sa clôture de vendredi, à 6,201 dollars par million de BTU. Le contrat à terme du TTF néerlandais, considéré comme la référence européenne, a lui touché un plus haut niveau depuis mars 2025, à 43,380 euros le mégawattheure (MWh), et montait lundi de 2,79% à 41,155 euros le MWh. Une baisse de l'approvisionnement des terminaux d'exportation de gaz naturel liquéfié

(GNL) américains pourrait engendrer des tensions sur l'offre, ont souligné des analystes du marché. Outre la baisse de l'offre gazière, certains spécialistes ont expliqué cette hausse des prix par la croissance de la demande sur le GNL, notamment en Europe et en Asie, avec la persistance des basses températures.

Agence

Publicité

2^{ème} Colloque sur la responsabilité sociétale des entreprises en Algérie
« La Responsabilité Sociétale des Entreprises, un Vecteur du Développement Durable et d'un Management écoresponsable »

IMPACTS RSE
Colloque Responsabilité Sociétale des Entreprises *Algérie*

- 1^{er} jour sera consacré au Développement Durable et ses principaux thèmes qui seront animés par les meilleurs spécialistes algériens.
- 2^{ème} jour sera dédié à la vulgarisation de la RSE, ses principaux référentiels et normes ISO....ainsi qu'à la restitution d'expérience d'entreprises algériennes.

Hôtel GOLDEN ROYAUME TULIP, Route Aéroport - Der El Beïza, ALGER

Mardi 28 et Jeudi 29 janvier 2026

Informations et inscriptions :
Tél : + 213 (0) 5 50 47 98 08 - 0560 90 05 03
E-mail : info@impactsrse.com

Organisé par:

<http://impacts-rse-algerie.com>